

REGARDS CROISES N°04

Le Dialogue Inter-Congolais 3

Des femmes du Kivu s'expriment

Table des Matières

Editorial	1
Entretien avec deux représentantes du réseau des femmes d'Uvira, Sud Kivu	5
Interview avec des représentantes de l'Association des Femmes Chrétiennes, AFC, Uvira, Sud Kivu	11
Interview avec Baobe Shabani de SOCODEFI et CEPROF, Uvira, Sud Kivu	18
Table-Ronde avec des représentantes de la Plate-forme des Femmes pour le Développement Endogène au Nord Kivu - PNFDE, Goma, Nord Kivu	22
Interview avec des femmes de la société civile de Kitshanga, Masisi, Nord Kivu	30
Entretien avec des femmes Banyarwanda congolaises rapatriées à Kilolirwe, Masisi, Nord Kivu	34
Interview avec Brigitte Ngezayo, Goma, Nord Kivu,	41
Entretien avec les femmes du Comité du 8 mars de Butembo, Nord Kivu	46
Interview avec Théodosie Kasivita de l'ONG UWAKI à Butembo, Nord Kivu	53

Editorial

Le dialogue inter-congolais longtemps promis et attendu semble être redevenu d'actualité après l'assassinat de Kabila en janvier 2001. Pole Institute n'avait pas attendu cette conjoncture pour continuer son travail de rassembler les points de vue des Kivutiens et des Kivutiennes. Jusque là nous avons publié deux numéros sur le dialogue inter-congolais avec diverses analyses et points de vue d'acteurs sociaux de la vie civile. Nous voulons donner une plate-forme d'expression à ceux et à celles qui n'ont pas un accès privilégié aux médias internationaux. Ceci bien évidemment dans le cadre des valeurs prônées par Pole Institute: la tolérance et le respect de l'autre, le croisement des regards avec comme objectifs la cohabitation pacifique des communautés et l'enrichissement mutuel des cultures. Nous avons cependant constaté que dans les numéros précédents ce sont surtout les hommes qui ont pu s'exprimer, alors nous avons décidé de consacrer un numéro spécial aux femmes qui se trouvent au centre des efforts pour la survie des familles, des communautés, de la société et qui sont bien souvent laissées pour compte quand on en arrive à la prise de décision politique. Nous avons voulu savoir ce qu'elles pensent de la crise actuelle, comment elles se débrouillent et quelles voies de sortie de crise elles envisagent.

Le numéro que nous vous présentons ici se concentre sur des entretiens avec des femmes de plusieurs régions des deux Kivu.

- Au Sud Kivu nous avons interviewé dans la région d'Uvira des femmes de différents groupes ethniques locaux (babembe, banyamulenge, bafulero, bavira) organisées dans des associations chrétiennes, des ONGD et dans le réseau de femmes d'Uvira.
- Au Nord Kivu nous avons enregistré des entretiens à Goma, à Kitshanga et à Kilolirwe avec des femmes de la Plate-Forme des organisations féminines (PNFDE), une éducatrice et une femme d'affaires de Goma, des femmes de diverses ONG basées à Kitshanga et des rapatriées tutsi congolaises basées maintenant à Kilolirwe.
- Dans le „Grand Nord“, c'est à dire dans la partie septentrionale du Nord Kivu, nous avons pu parler à Butembo à des représentantes des ONGD de femmes, du Comité du 8 mars et d'UWAKI.

Les interviews ont été réalisées en Swahili, Kinande, Kinyarwanda et Français. Nous avons essayé au maximum de préserver l'oralité des

entretiens, de faire entendre les voix de nos interlocutrices. Nous nous excusons pour les erreurs, les répétitions et les maladresses de langage éventuels qui sont de notre seule responsabilité.

Des accents très différents ont pu ressortir des interviews selon le moment où elles ont été réalisées, selon la situation politique, militaire, culturelle et sociale de l'endroit. Les interviews à Goma et Kitshanga ont été réalisées en septembre 2000, celles à Butembo fin novembre 2000, celle à Kilolirwe fin décembre 2000 et celles à Uvira fin janvier 2001 après l'assassinat de Kabila. Les régions de Goma et d'Uvira sont sous contrôle du RCD Goma allié à l'armée rwandaise, le Grand Nord est sous contrôle d'autres mouvements rebelles alliés à l'armée ougandaise. D'ailleurs dans le Grand Nord les entretiens ont eu lieu dans une situation de confusion totale au niveau du pouvoir politique.

Nous avons néanmoins pu dégager un certain nombre de points que les femmes qui se sont exprimées ont en commun:

- Elles n'en peuvent plus de souffrir de la guerre et souhaitent la paix de toutes leurs forces
- C'est elles qui aujourd'hui font vivre les familles et les communautés et elles en sont conscientes
- Elles s'opposent aux logiques militaires et veulent un renforcement des logiques civiles
- Elles veulent des échanges avec des femmes des autres pays impliqués dans la guerre afin d'arriver à un puissant lobbying pour la paix
- Elles sont déçues par les hommes, surtout par les politiciens, et revendiquent le droit à la parole et à la décision, entre autres une forte implication de représentantes des femmes dans le dialogue intercongolais
- Elles veulent travailler à mieux comprendre les raisons qui ont amené les guerres et les analyser pour pouvoir construire un meilleur avenir en connaissance de cause
- Elles voient l'éducation comme un élément charnière dans la préparation d'un meilleur avenir
- Les femmes qui ont été réfugiées à l'étranger comme les Babembe du Sud Kivu qui étaient en Tanzanie et les Banyarwanda du Nord Kivu qui étaient au Rwanda dans des camps sont déterminées à ne plus aller en exil. Elles préfèrent mener une existence dure chez elles que de redevenir réfugiées.

Nous constatons que les logiques régionales sont très diverses et que les efforts vers la paix doivent en tenir compte et donc partir de la réalité au niveau local. En même temps la présence aussi bien d'armées que de milices étrangères exige des solutions au niveau sous-régional et international. L'équilibre, le grand écart, entre ces deux „extrêmes“ ne sera pas facile à réaliser.

Nous constatons également une différence d'approche entre les régions où les populations de diverses communautés cohabitent depuis longtemps et les régions plutôt mono-ethniques. Le repli identitaire, l'exclusion de l'autre, est un réflexe dominant dans les zones mono-ethniques, alors que le besoin de compromis pour une cohabitation pacifique est prédominant dans les zones pluri-ethniques. La tentation de faire porter l'entière responsabilité de la situation actuelle à „l'autre“, le bouc émissaire qui peut toujours se trouver, reste plus forte dans les régions mono-ethniques. Or l'histoire du Congo montre entre autres combien il est facile pour des tiers de diviser des populations qui s'accusent mutuellement et de piller les richesses qui leur reviennent.

Raison de plus de promouvoir un vrai dialogue entre toutes ces communautés, un dialogue qui ne prône pas la haine, n'exclut personne et prend en considération les préoccupations de tous. Ce dialogue est complexe, il demande de la franchise, du courage et du temps. Il ne peut pas se dérouler entre amnésiques, il doit être basé sur l'histoire, sur les histoires, telles que les uns et les autres les ont vécues.

Nous vous livrons donc ici la richesse et la diversité des points de vue des femmes de différentes régions des deux Kivu.

Leurs exigences, notamment leur soif de comprendre, de sortir du rôle de victimes, de se capaciter pour une analyse approfondie qu'elles pourront croiser avec les analyses d'autres femmes et d'autres acteurs, correspondent aux priorités que Pole Institute s'est donné pour l'année 2001.

Nous espérons donc pouvoir les soutenir dans cela et contribuer à promouvoir un dialogue entre elles qui ne sera pas centré sur la chasse aux postes politiques, mais sur un meilleur avenir pour leurs enfants, tous leurs enfants, de quelque communauté qu'ils soient.

*Aloys Tegera
Kisangani Endanda
Christiane Kayser*

Pole Institute

Entretien avec deux représentantes du réseau des femmes d'Uvira, Sud Kivu

Nous avons rencontré le 21 janvier 2001 à Uvira deux femmes représentant un réseau des femmes qui est composé de femmes de Fizi, d'Uvira, ainsi que des femmes des Hauts Plateaux.

Gégé Katana Bukuru est membre de l'ONG ELIMU („savoir“ en swahili) et secrétaire du réseau des femmes. Aimée Byanungu est membre de l'ONG GAPF (Groupe d'Assistance pour la Promotion des Familles) et trésorière du Réseau des Femmes pour un Développement Associatif à Uvira. L'interview a été conduite en français par Aloys Tegera et Christiane Kayser.

Question: Depuis 1996 le Kivu traverse une période très difficile. Pouvez-vous me dire comment les femmes ici vivent cette crise et comment elles arrivent à se débrouiller dans tout cela?

Gégé: Depuis 1996 nous traversons une période très critique. Il y a crise politique, crise économique, crise sociale. C'est surtout la crise politique qui influence les deux autres. Nous les femmes n'avons pas assez de données sur cette crise politique puisque les décisions sont prises au dessus et les femmes ne sont pas consultées au moment de la prise de décision. Nous n'avons même pas assez d'informations. Les gens au dessus nous imposent leurs décisions.

Au niveau du réseau des femmes, nous tous en ville et à la campagne, avons décidé que nous ne voulons plus la guerre. Nous voulons la paix. Ce sont les femmes qui sont victimes. On nous empêche même de donner notre point de vue, comme il n'y a pas de liberté d'expression. Tout ce que nous disons est souvent mal interprété. Pour les politiciens seul compte le pouvoir, mais pour les femmes, le social aussi joue un rôle important: Les femmes se retrouvent veuves, les enfants n'étudient plus. Il y a beaucoup d'enfants soldats appelés les Kadogo, beaucoup de nos enfants sont aussi combattants ou mayi-mayi. Tout cela devient un problème des femmes. Compte tenu de la situation actuelle, dans notre région, dans les zones d'Uvira, de Fizi et des Hauts Plateaux, les femmes deviennent des responsables. Elles doivent supporter la charge familiale: les soins médicaux, la nourriture, les frais scolaires pour les enfants. Du point de vue économique la région est par terre. Compte tenu des deux guerres, les gens ont fui, ont dû se déplacer. Mais les femmes ici vivaient grâce à leurs champs, grâce à l'élevage et au petit commerce avec le Burundi tout près, la Tanzanie et le Rwanda. Mais avec cette crise la plupart d'entre elles ont dû abandonner leurs champs, l'élevage et le commerce. Elles ne peuvent plus circuler librement ni pour les activités agricoles, ni pour le commerce.

Ces dernières années beaucoup de femmes ont été violées dans leurs champs et sur les routes. Tout le temps vous voyez des femmes se déplacer avec des bagages sur la tête. Elles restent à un endroit quelques semaines, puis il y a de nouveau des gens qui viennent les attaquer. Pour le moment, on ne sait même pas quels sont les gens armés qui attaquent

les innocents. Il y a des soldats, des combattants, mais il y a aussi des bandits, des voleurs armés. Mais pour la protection, on ne sait pas réellement à qui s'adresser pour le moment. Les femmes souhaitent que les autorités, les dirigeants actuels, prennent leurs responsabilités pour la sécurité des populations. S'il y a des attaques, que l'on puisse être protégé. Souvent les attaquants viennent en tenue militaire, on ne sait même pas s'ils sont militaires ou pas.

Les femmes se plaignent aussi de ne pas avoir assez d'informations. On ne sait pas ce qui se passe ailleurs. On nous dit qu'il y a des violations des décisions de Lusaka, mais nous ne savons même pas quelles sont ces décisions et qui les viole. Ici chez nous, nous avons toutes sortes de gens sous armes: on a les *mayi mayi*, on a les guerriers (*combattants banyamulenge*), on a les milices FDD, on a les militaires burundais, on a les rwandais. Nous les femmes, trouvons que c'est malheureux que dans la partie occupée les dirigeants ne s'entendent pas. Alors on ne sait pas ce que nous deviendrons. Les femmes demandent la paix. Nous ne voulons plus la guerre. Nous voulons que les gens se mettent d'accord pour qu'il y ait un cessez-le-feu et que la personne humaine puisse être respectée et ait la liberté d'expression.

Question: Gégé nous a parlé des femmes qui sont victimes de cette crise. Aimée, pouvez-vous nous expliciter un peu ce que cela veut dire?

Aimée: Vous savez que nous sommes en guerre. En même temps, nous ne sommes pas impliquées. Nous ne sommes pas dans les groupes qui ont gagné cette guerre. On ne nous consulte pas, mais nous sommes victimes. Nous sommes violées au champ, nous sommes violées partout. Nos enfants deviennent orphelins et nous devenons veuves. Cela est maintenant le cas de la majorité d'entre nous. Alors la survie devient difficile. Même les femmes qui ont encore la chance d'avoir un mari, souvent le mari ne travaille pas. Et ceux qui ont un travail ne sont pas payés. Beaucoup d'enfants ne vont plus à l'école par manque de moyens. Souvent il n'y a même pas assez à manger.

Sur le plan social, disons que le courant ne passe pas bien entre les différentes ethnies. Il y a ceux qui sont lésés et ceux qui sont avantagés. Par exemple les militaires: les familles des militaires du côté du gouvernement rebelle, ils sont avantagés, alors que les autres qui n'ont pas de contacts ne le sont pas. Nous les femmes nous n'avons pas un mot à dire à ces groupes-là qui veulent continuer la guerre. Nous n'avons pas de pouvoir de décision.

Gégé: J'aimerais ajouter que par rapport à cette situation où les femmes subissent en tant que victimes, nous nous sommes d'abord tués. Mais maintenant nous avons décidé que c'en est assez. On a voulu, je ne dirais pas arracher le pouvoir, mais en tout cas s'organiser pour défendre nos droits. Pour cela nous nous sommes mises ensemble dans le Réseau: il y a les femmes des Hauts-Plateaux (*zone où vivent les Banyamulenge*), les femmes de Fizi, les femmes d'Uvira et les femmes de la plaine. Nous nous sommes mises ensemble pour discuter des problèmes. Avec les guerres les gens ne peuvent pas vivre avec les autres. Par exemple les femmes babembe disaient: "Non, je ne peux pas vivre avec les Banyamulenge, ils vont me tuer." Les femmes banyamulenge elles aussi disaient la même chose des Babembe. Par exemple certaines banyamulenge disaient: „On va

continuer à lutter jusqu'au dernier Munyamulenge. "Elles avaient repris ce langage des hommes politiques. Et cela est vrai pour toutes les ethnies.

Les conflits dans la région ici sont différents de ce que les gens en disent ailleurs.

Ailleurs on met l'accent seulement sur les conflits avec les Banyamulenge. Et pourtant il n'y a pas seulement des conflits avec les Banyamulenge dans cette région. Par exemple, ici dans les différents services, s'il y a des gens de Kinshasa et d'ailleurs qui viennent travailler, on les appelle les „Bakuya Kuya“. Cela veut dire qu'ils ne sont pas natifs d'ici. Même au niveau des Babembe, il y a des conflits entre eux. Entre tel ou tel village, tel ou tel groupe. Les gens ne s'entendent pas. Entre les Bavira et les Bifulero il y a des problèmes sérieux. Entre les Bashi, les Bahavu et d'autres dans la région, il y a des problèmes depuis longtemps. S'il y a un conflit, il a été créé par les hommes, par nous-mêmes. Actuellement le conflit a été renforcé et prolongé par ceux qui viennent nous aider. On est venu accentuer les problèmes entre nous, les uns voient les autres d'un mauvais oeil, alors qu'il aurait été possible de dialoguer. C'est pour cela que au sein du réseau des femmes nous avons choisi la nonviolence comme principe. Nous nous parlons clairement s'il y a un problème. On essaye de dialoguer. Par exemple, avant on ne pouvait pas partager un repas. Chacune avait peur de l'autre, peur d'être empoisonnée. Maintenant au niveau du réseau, à chaque rencontre, à chaque assemblée, c'est telle ou telle qui prépare et nous partageons sans distinction d'ethnie le même repas. Nous allons chez les femmes de l'AFC qui sont des banyamulenge, elles nous préparent à manger et nous donnent à boire. Un autre jour nous les accueillons toutes chez notre ONG Elimu. Encore un autre jour nous sommes chez une organisation à majorité babembe.

Après plusieurs concertations, nous avons trouvé que nous ne pouvons pas continuer à nous entretuer. Nous nous sommes posées les questions suivantes: Pourquoi ce conflit? Pourquoi les gens veulent-ils nous diviser? Nous avons discuté là-dessus et chaque ethnie a donné son point de vue. Et nous nous demandons: quelle est la cause de ce conflit? Nous avons constaté que de toutes parts, nous n'avons pas d'arguments. Nous ne pouvons pas avancer des motifs valables qui viennent de nous-mêmes. Cela a été dicté, cela a été conçu par d'autres. Nous avons dit: Attention, si on n'arrête pas cela, même les enfants vont continuer à s'entretuer. Cela va faire même vingt ans, trente ans. C'est pour cela que nous appelons les autorités, nous invitons souvent les gens pour discuter de ces problèmes. Nous voulons trouver un moyen pour diffuser nos opinions, organiser une sorte de conférence-débat. Nous voulons échanger avec les femmes du Burundi et celles du Rwanda, avec les autres femmes des Grands Lacs, essayer ensemble de trouver une solution. Nous nous disons: il ne faut pas attendre que les gens qui planent au-dessus bougent, nous pouvons travailler directement à notre niveau.

Comme notre réseau est ouvert, il y a même des femmes de représentants des autorités et des femmes de militaires. Il y a aussi des paysannes, des infirmières, des femmes commerçantes, toutes les classes sociales. Nous toutes essayons d'influencer nos enfants et nos maris pour avancer vers la paix. Quand nous discutons entre nous, nous constatons que cette guerre est inutile, il n'y a pas de vraie raison. Alors on défend notre point de vue aussi par rapport aux autorités.

On s'est aussi dit que quand ils feront leur conférence nationale là-bas - je ne sais pas si on l'appelle comme cela - , il ne faudra pas seulement des politiciens, il faudra aussi que des délégués femmes viennent d'ici pour leur dire nos souhaits. On a déjà vu que des réunions de politiciens ne servent à rien, comme ils ne voient pas les intérêts de la base.

Je peux leur dire qu'ici, dans les zones de Fizi et d'Uvira il n'y avait pas d'enfants avec le Kwashiokor, mais maintenant on y trouve des enfants mal-nourris, des adultes également. Avant cela n'existait pas, il y avait assez à manger. Maintenant c'est tout un problème de trouver à manger même pour un seul repas.

Notre objectif principal en tant que femmes est la recherche de la paix. Nous travaillons aussi avec les enfants. Certaines femmes ont des enfants qui sont dans la forêt et que l'on appelle les Mayi Mayi, d'autres ont des enfants qu'on appelle les Guerriers, ce sont les combattants banyamulenge, et puis il y a des femmes qui ont des enfants qui sont des militaires dans les troupes du RCD. Nous avons donc la chance de pouvoir avoir une influence sur tous ces enfants. Celles dont les maris sont des politiciens doivent aussi leur expliquer ce qu'il faut faire. Au bord du lac, dans la plaine et sur les Hauts-Plateaux, nous voulons organiser des conférences autour de tout cela. Il nous manque encore les moyens. Nous voulons aussi lancer un projet commun où nous devons chaque fois dialoguer, fixer les activités ensemble, nous concerter. Cela nous permettra de mieux nous comprendre. Cela pourra toucher beaucoup de membres.

Question: Vous avez parlé de la particularité du conflit ici dans la région. Pouvez-vous nous préciser encore quelle est cette particularité?

Gégé: On a essayé d'accentuer un peu le conflit entre les Banyamulenge et les Babembe comme une haine insurmontable. Mais vous devez savoir que dans le temps les enfants banyamulenge qui étudiaient venaient vivre dans des familles babembe, bavira, bafulero dans la plaine, comme il n'y avait pas d'écoles là-haut. Moi, je ne suis pas de la région, je suis de la région de Bukavu. Mais cela fait longtemps que je vis ici. J'ai donc pu constater ce phénomène et que les gens étaient habitués comme cela.

Les conflits qui ont surgi ici entre les gens étaient essentiellement des conflits autour des postes de travail, autour des terrains, autour des paturages. C'est surtout les conflits autour des paturages qui opposaient les gens. Ces conflits là ne peuvent être résolus que par les concernés. Quelqu'un d'externe ne peut pas arriver à donner des solutions.

Un autre problème grave est le manque d'honnêteté. On n'arrive pas à dire la vérité et à informer le monde extérieur sur ce qui est le vrai problème. Souvent on n'a pas cette honnêteté. Même chez les chrétiens... Dans le temps, quand on était chrétien, on pardonnait facilement. Aujourd'hui tu vas voir que même entre les chrétiens, il y a des divisions. Cela devient maintenant très grave. Il faut que nous cherchions la cause. Quelle est la vraie cause? Et quelle est la solution?

Maintenant les gens commencent au moins à dialoguer, avant ils ne le faisaient pas.

Quand Kabila est venu au pouvoir, les gens ici disaient que les Banyamulenge nous ont amenés les Rwandais pour nous ravir des terres. Jusqu'à ce jour il y a des problèmes. On ne connaissait pas le vrai agenda de la guerre. On croyait qu'on voulait annexer une partie de la région au Burundi, une autre au Rwanda et une troisième à l'Ouganda. C'est ce que les gens avaient dans la tête. Quand Kabila est arrivé, il nous a amené tout cela. Ici on ne voit pas le conflit entre les populations de la plaine et les Banyamulenge, on voit qu'on veut récupérer la province. C'est de cela que les gens ont peur: „On sera annexés, on sera des sans terre.“

Avec les Banyamulenge, on n'a pas vraiment d'argument pour se faire la guerre. Les deux côtés se sont entretués. Qui est fautif, qui ne l'est pas? Qui a tué, qui n'a pas tué? Ce

sont les analyses qu'il faut faire pour aider afin que la crise puisse se terminer. S'il y a eu des massacres de tous les côtés, qu'est-ce qu'il faut faire maintenant? Tout le monde doit essayer de voir comment trouver une solution à cela.

Question: Nous sommes impressionnés par vos efforts de rapprochement entre femmes de plusieurs groupes ethniques, par votre effort de dépasser la peur et de créer la confiance entre vous. Aimée, est-ce que dans ces rencontres vous arrivez aussi à parler des problèmes entre ceux qui se sentent lésés et ceux qui sont avantagés?

Aimée: Nous essayons de le dire, de le partager. Souvent nous nous disons: il faut que nous soyons franches. Il faut laisser l'hypocrisie à l'extérieur et entrer avec franchise dans ces réunions. Il faut que chacun reconnaisse ses fautes. Après cela nous pouvons nous pardonner mutuellement et commencer une nouvelle vie.

Question: Pouvez-vous encore parler de l'exclusion des femmes par rapport à la prise de décisions. Est-ce que votre travail de base en soi n'est pas une sorte de revendication de pouvoir par lequel vous pouvez avoir votre mot à dire dans les décisions qui déterminent la vie ici chez vous?

Gégé: Au niveau de la zone d'Uvira nous avons revendiqué d'assister à des réunions et nous le faisons, par exemple entre autres au niveau des réunions de sécurité. Là nous sommes aller plaider la cause des femmes. Il y avait beaucoup de militaires et nous ne sommes pas sûres qu'ils nous aient vraiment écoutées. Il faut dire que ici nous sommes au fond de la région du Sud Kivu comme dans un trou. Même quand nous agissons, les gens ne sont pas au courant de ce que nous sommes en train de faire. Nous souhaitons travailler ensemble avec les femmes des régions voisines, le Burundi, le Rwanda. Cela aiderait aussi à nous renforcer. Car ici quand on essaye de faire quelque chose c'est souvent la personne qui est poursuivie. Comme j'ai eu la chance de voyager, on me soupçonne d'avoir une radiophonie, d'influencer les femmes de façon négative. On a peur que le réseau des femmes ne devienne quelque chose de fort.

Pour l'instant les femmes déplacées de Makobola sont ici. Elles passent la nuit à la belle étoile. Il y a les inondations, les maisons tombent. Tout ce que les gens ont cultivé a été détruit. On a vraiment besoin d'agir.

Nous avons aussi besoin d'échanger avec ceux qui viennent de plus loin. A une réunion d'International Alert, nous avons rencontré une femme sénégalaise qui nous a parlé de chez elle.

On a besoin d'argent, oui, mais l'argent est secondaire, il faut surtout des têtes. Nous avons besoin d'idées pour faire un bon travail.

Aimée: Je pense que nous n'avons pas envie de pouvoir, mais nous voulons aider. Ici l'administration au niveau de la zone a choisi d'établir des mutualités et les gens ont désigné des groupes de sages selon les ethnies. Là il n'y a que des hommes. Nous demandons en tant que femmes de participer à ces groupes de sages. Nous pouvons aider à influencer les femmes pour qu'elles aident à faire revenir les enfants de la brousse, les Babembe, les Bafulero et aussi les Banyamulenge.

Gégé: Les comités des sages n'ont pas été désignés par le commissaire de zone, mais par les groupes ethniques. Traditionnellement dans de tels comités de sages, il n'y avait que des hommes, voilà pourquoi, ils ont fait cela. Mais nous demandons aujourd'hui que les femmes aussi soient intégrées.

Nous avons aussi constaté que parfois les gens de l'extérieur diffusent des informations fausses, peut-être parce qu'ils n'ont pas tous les éléments. Alors nous demandons que les gens viennent vers ici, comme vous autres qui êtes venus nous voir pour savoir ce qui se passe. Je voudrais souligner que même à l'époque de Mobutu il y avait beaucoup de problèmes ici. C'était une zone difficile que l'on appelait „zone rouge“. Il y avait beaucoup de bagarres et de guerres. Mobutu voulait imposer sa façon de faire et de diriger et c'est ici qu'il y avait les gens qui se révoltaient contre lui. Ce n'était pourtant pas aussi grave qu'aujourd'hui. Il y a davantage de violence. Il y a les armes. Il y a aussi beaucoup de rumeurs et peu d'informations sûres. Il n'y a pas de liberté d'expression. Nous faisons quand même parfois passer des messages à la radio. Mais même un message à la radio est payant chez nous.

Question: Comment les femmes arrivent-t-elles à survivre matériellement dans tout cela?

Aimée: Dans notre ONG nous avons initié une boulangerie pour que les femmes vivent de la vente de pains. Au niveau du réseau nous donnons des micro-crédits pour que les femmes puissent avoir des petites activités pour survivre.

Gégé: Les femmes sont organisées en groupements. Elles essayent d'aller cultiver dans les champs. Il y a aussi le petit élevage. Bien qu'il y ait beaucoup de vols, cela peut aider à payer le minerval des enfants pour l'école. De toutes les façons l'insécurité est grande, mais on ne peut continuer à croiser les mains. On ne peut pas non plus attendre l'aide des organismes internationaux, là on risque d'attendre longtemps. Les femmes déplacées de Fizi qui sont ici n'ont pas de terres. Alors certaines organisations qui ont des terres, essayent de leur en céder pour cultiver. On leur a donné des houes et elles ont pu commencer à produire un peu, là où il y a la sécurité.

Question: Est-ce que la campagne vers ici est accessible pour cultiver?

Gégé: Elle est accessible si les personnes qui cultivent sont protégées. Comme tous les belligérants vivent de ce qui est produit ici, il y a des accalmies dont les gens profitent pour produire un peu.

Question: Kabila vient d'être tué il y a quelques jours. Qu'est-ce que sa mort change pour vous? Quelles sont vos peurs, quels sont vos espoirs?

Gégé: Ici les gens ont peur. Ils croient que sa mort risque de donner les mêmes résultats que la mort d'Habyarimana. Ils attendent: Est-ce que quelqu'un va le remplacer immédiatement? Quelles sont les dispositions prises par les dirigeants pour qu'il y ait la paix? Est-ce qu'on avait préparé quelqu'un qui va le remplacer pour ne pas tomber dans la même situation que le Rwanda a connu en 1994. Il faut espérer aussi que maintenant les gens vont commencer à dialoguer.

Interview avec des représentantes de l'Association des Femmes Chrétiennes, AFC, Uvira, Sud Kivu

Le 21 janvier 2001, Aloys Tegera et Christiane Kayser de Pole Institute ont rencontré et interviewé à Uvira trois membres de l'Association des Femmes Chrétiennes. Yunia Naremezo, Eva Bokuru et Mameya Naremezo nous ont donné leurs points de vue et leurs expériences. Vers la fin, Gudule Nasine de l'ONG UGEAFI, est venue se joindre à nous. L'interview a été menée en Swahili et traduite par Eddy Kikumbu.

Question : Depuis 1996 nous vivons deux guerres successives et certains ont appelé la première guerre " la guerre de Banyamulenge ". Aujourd'hui la guerre continue, vous les maman Banyamulenge, comment vivez-vous cette crise ?

Yunia : De mon point de vue, on ne peut pas dire qu' il y a unilatéralement un côté qui veut la guerre. On ne peut pas dire que cette guerre est celle des Banyamulenge. Il s'agit d'une crise qui est née au Congo. Elle a commencé à l'époque du président Mobutu, il a implanté ce tribalisme. Les gens ont choisi des députés, tous les travailleurs devaient être égaux. Mais après ils ont commencé à nous appeler des étrangers : Contrairement à tous les autres, nous, on n'avait pas tous les droits, on n'en avait même plus du tout. Cela a provoqué des troubles. Tout le monde a commencé à se combattre. Mais cela ne veut pas dire que les Banyamulenge ont amené la guerre. La guerre est née suite au tribalisme des ethnies. Ils ont attaqué une tribu, la nôtre, mais c'était dans le contexte d'une crise générale au Congo.

Eva : On nous traitait avec «kaoneo», avec mépris. On a voulu nous l'attribuer, mais ce n'était pas notre guerre à nous seuls. La guerre est venue pour tout le monde. Ils ont commencé à se moquer de nous et à nous marginaliser et cette guerre a atteint toutes les ethnies au Congo.

On l'a appelée la guerre des Banyamulenge, parce que les Banyamulenge ont commencé à revendiquer leurs droits. On nous humiliait de beaucoup de façons dans tous les domaines. Lorsque, à la suite de cela, nous avons voulu nous défendre, on a prétendu que c'est notre guerre, mais nous ne voulions pas commencer une guerre, nous voulions juste revendiquer nos droits. Quand nous avons fait cela, les autres ont commencé à nous tuer en insistant pour dire que nous ne sommes pas les enfants du Congo.

Par exemple on a tué un munyamulenge vers Kabera à Baraka, après d'autres ont été tués. Tout le monde le sait. On a recommencé après à l'Ouest du pays. On a jeté leurs cadavres dans le fleuve Congo et quand les Banyamulenge ont vu qu'on est en train de tuer les gens, la guerre a continué.

Question : Dans cette guerre comment vivent les femmes banyamulenge ?

Mameya : Les femmes banyamulenge vivent très mal à cause de cette guerre. Auparavant nous vivions très bien. On avait des biens, mais depuis que la guerre est venue, nous n'avons plus des richesses. Notre vie est dure avec beaucoup de questions angoissantes :

qu'est-ce que les enfants vont manger, comment les vêtir ? Les femmes banyamulenge voient qu'à cause de cette guerre leurs enfants sont malnourris et ne peuvent pas étudier. Nous pensons à faire du commerce pour survivre. Avant ce n'était pas notre profession.

Eva : Pour le moment Dieu nous aide, les assaillants qui encerclaient les Hauts Plateaux sont entrain de diminuer. Là-haut ils étaient dérangés chaque fois, mais on ne sait pas ce qui va suivre.

Ici à Uvira, ils sont également moins présents. Mais malgré cela nous vivons difficilement parce que la paix durable n'est pas encore arrivée. Nous cherchons la paix pour pouvoir circuler librement et vivre ensemble avec les autres comme auparavant .

Mameya : Nous commençons à voir que les gens se sentent mieux et que l'amour revient. La sensibilisation se fait ici, les rencontres de pacification, et d'autres activités de paix. Les gens écoutent, certains combattants quittent la forêt.

Question : On dit que dans la région d'Uvira les Banyamulenge se battent contre les Babembe . Est ce que vous pensez que le problème ici est entre les Banyamulenge et les Babembe ou bien y a-t-il d'autres conflits ici et quelle est leur nature ?

Gudule : Les Babembe se battent mais aussi les Bafulero. Ce n'est pas seulement entre les Banyamulenge et les Babembe. Les Babembe et les Bafulero se battent contre les Banyamulenge.

Question : Pourquoi se battent-ils ?

Eva : Les Banyamulenge et les Babembe sont des gens qui ont vécu ensemble depuis longtemps. Ils sont devenus comme des enfants de même père mais de mères différentes . Cela cause de la rivalité. Quand les problèmes politiques ont commencé à intéresser les gens, quand il s'agissait de déterminer qui allait représenter les populations de la zone, on a commencé à diviser les gens. On a fait croire aux Babembe et aux Bafulero que les Banyamulenge étaient leurs ennemis. Dans la vie commune il y avait certains points de discordance depuis longtemps, des problèmes sur les pâturages, là où il faut garder les vaches, quelques problèmes de frontières peut-être. Quand la politique a commencé, on a dit que les Banyamulenge étaient des étrangers. Il fallait les mettre à l'écart, les chasser. C'est ce qui a amené la mésentente grave.

Quand vous dites que cette guerre est entre les Banyamulenge et les Babembe, je voudrais quand-même insister sur le fait que l'on ne peut pas généraliser. Parmi les Banyamulenge, les Babembe, les Bavira et les Bafulero, il y a de tous les côtés ceux qui sont mauvais et ceux qui sont bons. Dire que si un Mubembe commet une faute cela devient tous les Babembe ou tous les Banyamulenge c'est faux. Ce n'est pas tout le monde qui a amené cette guerre. Il y a ceux qui interviennent pour arrêter la guerre et il y a ceux qui sont pour la guerre. D'autre part il y a aussi les rumeurs fausses et les mensonges qui généralisent tout.

Question : Pouvez-vous nous dire comment la vie était auparavant entre les Banyamulenge et les Babembe ?

Yunia : Nous savions que nous étions tous des Congolais et nous vivions ensemble. Nos enfants ont joué ensemble, les aînés ont grandi ensemble et à cause de cela nous étions comme des frères. Vous savez que eux sont des cultivateurs et nous des éleveurs. Quand la vache entre dans le champ, cela crée un conflit. Avec les problèmes politiques cela s'est exacerbé et maintenant les combattants sèment la guerre.

Eva : Cette crise que nous traversons aujourd'hui est vraiment une mauvaise chose. En tant que femmes Banyamulenge nous avons des problèmes particuliers. Nous sommes les victimes de la guerre qui n'amène rien de bien ; elle amène en premier lieu la mort des gens. Moi par exemple j'ai perdu mon mari . C'est dire que je suis vraiment victime de cette guerre. Je ne peux pas dire que cette guerre a permis aux gens d'être bien. Parmi les gens de chez nous, à Uvira ou dans les Hauts-Plateaux, tu trouveras beaucoup de veuves. Leurs vies deviennent très misérables. Nos filles se marient en bas âge sans avoir pu étudier et elles se fient à leurs maris qui travaillaient et maintenant ces hommes sont morts. Les gens restent dans une misère sans fin. Ce sont les effets de la guerre. Voilà pourquoi nous voulons que tous ces programmes de pacification soient diffusés pour que les gens abandonnent la guerre, qu'ils reprennent la vie normale. Le conflit nous touche tous, les Banyamulenge mais aussi les autres. Les programmes de pacification vraiment, il faut encourager ça pour que la paix revienne, que les gens se calment, qu'on puisse au moins élever les enfants qui nous restent.

Mameya : Nous croyons que le travail de paix est possible, car si certains font la guerre par plaisir, d'autres sont au village et on leur dit seulement que la chance tourne contre les Banyamulenge et qu'il faut se battre, alors directement ils partent, mais ils ne sont pas vraiment conscients. Les combattants des autres ethnies sont dans la forêt en train de souffrir avec des maladies, mais ils y restent. S'il y a la conscientisation, la sensibilisation de tous les côtés, les choses peuvent marcher et les Banyamulenge peuvent rentrer à leur place, les Bafulero à la leur, les Babembe à la leur, parce que nous tous nous avons vu les méfaits de la guerre.

Eva : Avant, nous avions de bonnes vies, nous étions comme d'une même famille. Il y avait des mariages entre les Banyamulenge, les Babembe et les Bafulero. Nous nous considérions comme un seul homme. Depuis que cette guerre a commencé ces gens qui étaient mariés ont commencé à s'entretuer, les femmes qui étaient mariées chez les Babembe on les a tuées, les hommes quittent la guerre en colère, ils arrivent à la maison, ils tuent leurs femmes.

Yunia : Un autre point positif c'était que les Babembe étaient les premiers à étudier. Quand les Banyamulenge quittaient les hauts plateaux pour aller à l'école, ils venaient habiter dans les familles babembe sans problème. Ils devenaient comme des frères, ils restaient sans problème pour une ou plusieurs années.

Gudule (vient d'entrer) : Pour les points positifs entre nous et les autres, par exemple avec les Babembe, les gens allaient prier ensemble dans une même Eglise, les Pasteurs priaient ensemble. Ce qui me frappait aussi c'est que je voyais les étudiants, écoliers tous

étudier ensemble. En plus, ils avaient une même coutume d'amour, ils faisaient le pacte du sang, cela moi je ne l'ai pas vu mais les parents nous le racontaient.

Question : Comment pensez-vous que l'on peut sortir de cette crise ?

Eva : Ce qui nous aide à en sortir c'est de se retrouver ensemble. Nous qui sommes des femmes des Eglises et des femmes des fédérations, nous avons nos endroits où nous sommes ensemble, les gens des différentes tribus. Dans les Eglises et Communautés chaque fin du mois on se retrouve ensemble en mangeant ensemble et en priant ensemble. Quand nous regardons, nous qui avons vécu longtemps ici à Uvira, il y a des fois des Babembe ou des Bifulero que nous connaissions avant. Par hasard si on se rencontre on commence à pleurer. Qu'est-ce qui a provoqué cette situation de guerre pour nous empêcher de nous aimer, de nous rendre visite comme auparavant. La haine intérieure, beaucoup de gens n'en ont pas. Les autres, les combattants qui sont dans la forêt n'écoutent pas les conseils, ils n'ont pas de travail, ces gens qui créent un problème ici, qui se battent. Mais pour ceux qui sont ici, nous vivons ensemble. S'il y a des rencontres comme ce que nous faisons entre les associations nous pensons que Dieu peut nous aider et la paix peut revenir et on peut vivre comme auparavant.

Yunia : Moi de mon côté, je peux dire que avec le chômage et la pauvreté qui règne, cela provoque une autre haine. Mais les gens peuvent créer du travail, pour travailler ensemble. Par exemple dans notre association nous fabriquons du pain et toutes les tribus viennent acheter, et quand on arrive à causer on devient comme des amies. Il faut que les ONG viennent ici pour aider les gens à travailler et quand ils vont commencer à travailler, il n'auront plus cette jalousie car, la pauvreté et la faim créent encore une crise très profonde. Vraiment nous voulons des ateliers de dialogue dans les Hauts Plateaux, dans les églises, aux marchés, dans les écoles. Que cela soit comme une leçon pour chacun afin qu'il y ait la paix.

Question : Si les gens se rencontrent qu'est ce qu'ils peuvent se dire dans ce dialogue pour que toutes les communautés vivent ensemble sans la haine ?

Eva : Moi je pense que les rencontres ont pour but de chercher la paix donc ce seront des rencontres de sensibilisation à la pacification. Il n'y a pas vraiment un autre thème. Si les gens peuvent d'abord faire des rencontres séparément, par exemple les femmes banyamulenge se retrouvent avec d'autres femmes pour nous éduquer qu'il faut d'abord la paix, parce que s'il y a la paix, nous aurons du travail, les enfants vont étudier et tout ira bien.

Mameya : Il faut rappeler aux gens cet amour qui existait auparavant. Il faut aussi que nous nous disions la vérité dans les problèmes de tribalisme. Comme les autres disent que les Banyamulenge sont des étrangers, certains d'ici approuvent cela et beaucoup d'autres ne l'approuvent pas. Mais en vérité ils savent tous que nous sommes des Congolais comme les autres. Nous devons arriver à nous aimer les uns les autres comme auparavant.

Yunia : Moi je pense que dans tout cela il faut la conscientisation des gens. Aujourd'hui nous avons déjà vécu beaucoup de problèmes, il faut expliquer aux gens pour qu'ils parviennent à comprendre. Tout le monde sait déjà que les Banyamulenge sont des Congolais comme les autres. Peut-être certaines personnes désœuvrées qui n'ont pas de travail cherchent à nuire mais celui qui veut savoir aujourd'hui sait. Moi j'ai vécu longtemps avec les gens des autres ethnies et on se connaît bien. Ils disent que ceux qui provoquent des troubles cherchent à mettre les gens mal à l'aise pour qu'il n'y ait pas la paix. Ce qu'il faut c'est chercher comment les éduquer et les convaincre et nous rapprocher de nouveau les uns et les autres. Parce que eux aussi ils ont perdu beaucoup : beaucoup de marchés n'existent plus, les femmes commerçantes n'arrivent plus à gérer leur vie, car elles sont bloquées sur place et ne peuvent plus voyager à cause de l'insécurité. Il y a certaines qui sont mortes à cause de cela. Elles aussi demandent la paix. Hier soir j'ai causé avec une maman qui vend des haricots. Elle me disait : « Si la paix revient cette année, nous aurons beaucoup à manger car nous avons cultivé beaucoup. Nous voulons la paix tout de suite. »

Maintenant comment les convaincre que nous sommes des Congolais ? Moi je dis qu'ils le savent depuis longtemps, mais les gens qui ont semé la zizanie entre eux et nous disent que les Banyamulenge sont des étrangers. Ce sont ces gens qui les ont trompés pour commencer la guerre.

Question : Vous avez parlé des difficultés matérielles des unes et des autres. Comment vous, les femmes banyamulenge, vous organisez-vous pour survivre ?

Yunia : Nous les femmes banyamulenge avons perdu beaucoup de biens : les vaches, les champs. Donc nous avons créé notre association pour voir comment aider les femmes qui ne savent pas comment survivre. Nous avons commencé par éduquer les femmes, leur apprendre comment préparer du pain, comment cultiver, comment chercher la nourriture pour les enfants et comment coudre avec la machine. Certaines ont aussi commencé à faire le petit commerce, créé des restaurants et certaines vendent de la nourriture au marché.

Gudule : Quand je suis partie dans les Hauts-Plateaux, j'ai vu que les femmes là-bas, commencent à faire des rencontres de pacification. Elles font appel aux femmes babembe et bafulero pour discuter comment faire régner la paix. Les femmes babembe ont dit que le problème ce sont essentiellement les milices burundaises FDD et les milices rwandaises interahamwe qui sont dans la forêt. Quand les gens d'ici cherchent à rentrer ceux-là le leur interdisent. Pour ceux qui sont parvenus à quitter la forêt, les mamanes leur ont donné de la nourriture, du savon. Pour elles cela est une contribution à la paix.

J'ai aussi vu, toutes ces veuves qui n'arrivent plus à se supporter. Quand nous avions des vaches, nous étions heureux, vous le savez. Mais ces veuves-là, aujourd'hui elles ont commencé à faire du commerce de sel et de savon notamment. D'autres travaillent aux champs et encore d'autres fabriquent des briques et commencent à construire. Elles m'ont demandé comment trouver des financements pour fabriquer du savon et le vendre.

Cela m'encourage. Je vois que les femmes banyamulenge commencent à se débrouiller par elles mêmes.

Ici à Uvira les femmes commencent à étudier comment fabriquer le savon.

Eva : Ici à Uvira il y a des femmes qui s'organisent dans les quartiers. Elles achètent des biens et les vendent pour payer le minerval des enfants. Ce sont des petits boulots pour survivre.

Question : Les autres femmes nous ont raconté que dans le réseau des femmes chaque groupe à son tour prépare de la nourriture et invite les autres pour que les femmes de tous les groupes ethniques mangent ensemble sans méfiance et sans haine. Vous êtes au courant de cela ?

Mameya : Par exemple dans notre association AFEC nous préparons la nourriture, il y a le groupe des évangélistes qui prépare la nourriture qu'on amène à l'hôpital et à la prison. On en donne à tout le monde. En plus, il y a deux rencontres qu'on avait fait ici dans l'Eglise de CADC (Communauté des Assemblées de Dieu au Congo). On a appelé toutes les tribus, on a abattu une vache et on a mangé ensemble. Il n'y avait pas la peur. J'étais contente de voir tout le monde manger sans peur. Il y avait même ceux qui ont mangé dans une même assiette et là j'ai compris que la peur commence à disparaître.

Eva : Vraiment on a besoin de ce genre de rencontre. Quand nous organisons cela on se retrouve avec des gens que nous n'avions pas vu depuis longtemps et nous causons beaucoup, chacune est très contente de voir celle qui était son amie dans le passé. Nous travaillons dans les Eglises et dans notre AFC dont je suis la présidente. Ces derniers jours on s'est rendu visite. On est allées loin, on s'est regardé les yeux dans les yeux et on recommence à s'aimer. Beaucoup d'entre nous, d'entre nos sœurs et frères Babembe, Bifulero ou Bavira n'ont pas cette haine si nuisible à nous tous.

Question : Finalement nous voudrions savoir ce que la mort du président Kabila signifie pour vous. Quelles sont vos craintes, quels sont vos espoirs ?

Yunia : Pour nous, la mort de Kabila c'est une mort comme toute autre. Nous voulons dire au nouveau président qu'il ne faut pas travailler comme Kabila pour tuer les gens. Nous souhaitons qu'il soit un président qui cherche à ramener la paix. Nous demandons que le nouveau président soit un président de tous, qu'il n'y ait plus l'exclusion ou la tuerie des Banyamulenge

Eva : Certainement Kabila devait un jour mourir comme toute autre personne, mais son problème était qu'il était trop guerrier. Personnellement quand j'ai appris sa mort je me suis dit que peut-être il peut y avoir un changement en faveur de la paix, peut-être que le nouveau peut nous ramener la paix.

Cela, c'est au niveau des politiciens. Mais ici chez nous, il faut dire que vraiment, ce qui pousse les gens à faire la guerre c'est la pauvreté. Nous voyons même ceux qui vivent dans la forêt ils souffrent de malnutrition, ils n'ont pas une bonne santé et souvent ce sont des jeunes qui n'ont pas de travail. Ils vont même dans les maisons de leurs frères piller

et voler de l'argent. Si on pouvait avoir de l'aide, de l'argent pour créer du travail pour aider les femmes, les jeunes et les enfants, le développement s'installerait dans la région et ceux qui sont restés dans la forêt verront que leurs frères sont bien dans leurs quartiers et villages. Ils se demanderont pourquoi ils restent dans la forêt, qu'est-ce qu'ils y font. Alors ceux qui sont restés dans les villages et les villes pourront les appeler et les ramener. Mais pour l'instant, les gens n'ont rien, la crise règne partout, il n'y a pas à manger.

Yunia : D'autre part, il faut savoir que les hommes partent seuls quand ils vont faire leurs campagnes de pacification. J'aimerais voir des femmes parmi les hommes dans ce genre de rencontre pour leur donner des conseils. Nous les femmes nous ne connaissons pas l'objectif de leurs conflits, ils ne nous disent rien. Mais les femmes doivent leur donner des conseils, même s'ils n'aiment pas cela. La femme aussi a le droit de vivre.

Aussi je pense que très peu de gens de l'extérieur vont dans les Hauts- Plateaux. Il ne suffit pas de venir seulement ici à Uvira. Vous devez aller partout et faire appel à tous les groupes pour qu'ils donnent leurs points de vue. Il ne faut pas seulement aider une partie, mais il faut inclure tous les côtés.

Interview avec Baobe Shabani de SOCODEFI et CEPROF, Uvira , Sud Kivu

Le 22 janvier 2001, nous avons rencontré Baobe Shabani au bureau de Socodefi à Uvira. Elle représente l'ONG SOCODEFI et est en même temps la coordinatrice de la branche féminine de SOCODEFI appelée CEPROF. L'interview a été fait en français par Aloys Tegera et Christiane Kayser.

Question: Pouvez-vous nous faire un portrait de la situation des femmes Babembe dans cette situation de crise difficile?

Réponse: La situation est critique pour les femmes babembe. En 1996 nous avons toutes fui le territoire de Fizi et nous sommes parties en Tanzanie. Dès que nous avons appris là-bas qu'il s'agit d'une révolution, nous avons décidé de rentrer ici. Dans les camps de réfugiés en Tanzanie nous avons vécu de telles difficultés que nous ne pouvions pas rester là-bas. Nous sommes en premier lieu des agricultrices. Là-bas nous ne faisons que recevoir ce que nous ne sommes pas habituées à manger. Nous ne sommes pas non plus habituées à rester assises à attendre. Les enfants n'étaient pas scolarisés. Tout cela nous a donné le courage de rentrer. C'est nous les femmes et les enfants qui avons fait pression sur les hommes.

Quand nous sommes rentrés ici, vraiment nous tous nous étions contents. On a repris nos activités habituelles, nous faisons l'agriculture, les hommes s'occupaient de la pêche. Malheureusement la deuxième guerre a suivie. Là vraiment, nous vivons les difficultés de pauvreté. Cela est le problème le plus grave des femmes de Fizi. Aujourd'hui elles sont très pauvres. Dans le temps, nous pouvions octroyer des petits crédits aux femmes. Cela les valorisait dans la famille et par rapport au mari. On a pu faire cela pendant huit mois jusqu'à ce que la deuxième guerre n'arrive.

Aujourd'hui nous avons 2000 familles de déplacés ici, surtout des femmes et des enfants. Beaucoup sont venus sans habits. Il y a des assaillants qui arrachent tout, tous les biens. Chez nous vraiment la famille c'est la femme. Toutes ces difficultés des déplacés se répercutent en premier lieu sur les femmes.

Question: La zone de Fizi est en train de vivre une situation particulière. Il y a des femmes qui sont encore là. Tout le monde n'est pas déplacé. Est-ce vous pouvez nous donner vos impressions là-dessus?

Réponse: Nous savons que nous sommes en guerre. Mais la situation de toutes les zones sous administration RCD n'est pas la même que celle de la zone de Fizi. A Fizi l'apanage de la femme c'est l'agriculture. Celles qui sont restées là-bas, ce sont surtout des veuves, des femmes responsables pour leur famille qui ont appris que personne ne prend en charge les déplacés. Elles ont vu que en tant que déplacées ici elles n'auraient pas d'appui. Elles préfèrent alors rester là-bas avec les enfants quitte à y mourir. D'autres n'ont peut-être pas trouvées moyen de sortir du milieu.

A Fizi il y a des Mayi Mayi qui font alliance avec le gouvernement central et attaquent les soldats du gouvernement d'ici.

Il y a beaucoup de violations contre les femmes. Chez nous la femme est traditionnellement respectée même si elle a une place pas très influente dans la communauté. Les violations que les femmes subissent dans le territoire de Fizi sont inouïes. Nous sommes démunies en face de cela. Mais vers Kasimia, un groupe de femmes s'est mis ensemble et est allé voir le chef. Ils lui ont dit que les femmes sont obligées d'aller travailler aux champs, mais c'est là où des agresseurs viennent et violent toutes les femmes, pillent leurs produits. Quand elles vont au marché, on les attaque, on les pille et on les viole. Nous sommes en train d'essayer de nous organiser là où c'est encore accessible. Nous formons des délégations qui vont voir les chefs, mais aussi les belligérants de tous les côtés.

Question: Nous venons d'apprendre que vers Masisa un groupe de femmes a été pris en otage sur la route, pillé et violé pendant huit jours. Tout le monde semblait trouver cela normal, comme elles se déplaçaient d'un territoire vers un autre pour faire le marché.

Personne ne semble se sentir obligé de les protéger. Qu'est-ce que vous pouvez faire?

Réponse: Nous n'avons pas de mainmise sur le gouvernement en place, ni sur ceux-là qui disent représenter le gouvernement central. Nous ne faisons que subir cette situation. J'ai appris l'incident dont vous parlez. Cela s'est passée entre Kasimia et Kikonde. Kikonde c'est une zone très riche en produits vivriers. Les gens de Kasimia sont obligés d'aller s'approvisionner là-bas. Parfois il y a un libre passage. Mais dès qu'il y a une situation politique qui ne va pas entre les deux groupes, les problèmes commencent. Nous avons fait une délégation et demandé au chef coutumier de transmettre nos déclarations au RCD et à ceux qui sont dans la brousse. Parfois ce sont les enfants du milieu qui font tout cela et là avec le chef du village on a une chance.

Il s'agit de démarches de longue haleine qui ne peuvent pas porter des fruits immédiatement.

Question: Tous les gouvernements au Congo aujourd'hui – et il y en a plusieurs – disent qu'ils sont au service des populations. En même temps, on voit bien que les populations souffrent partout. Qu'est-ce que les femmes de toutes ethnies confondues peuvent faire par rapport à cela?

Réponse: Les rencontres interethniques ne sont pas encore très courantes dans notre milieu. Dans le territoire de Fizi chacun a son espace: les uns sont sur les hauts plateaux, les autres sont sur le littoral. Il y a assez de place pour tous, on peut vivre les uns à côté des autres. Je suis sûre que les femmes banyamulenge elles aussi subissent les mêmes difficultés, mais nous n'avons pas encore entrepris des démarches envers elles. Ici à Uvira des fois dans des rencontres professionnelles nous nous parlons et on touche à cela, mais cela ne va pas au delà.

Nous pouvons dire en toute franchise qu'ici les problèmes n'existent pas seulement entre les Babembe et les Banyamulenge. A Fizi, il y a des Bifulero, il y a des Banyamulenge, il y a des Babembe. Lors de la première guerre, cela a éclaté comme si c'est seulement entre les banyamulenge et les Babembe. A l'époque il y a eu des tueries de tous les côtés. Mais avec les sensibilisations après la première guerre, nous avons compris que c'est une révolution qui a lieu dans le pays. Il s'agissait de renverser le gouvernement de Mobutu.

Là, on était d'accord. On était dans l'ignorance. On s'était entretenu pour rien. Effectivement c'était une révolution.

Lors de la deuxième guerre, les gens n'ont pas fui comme ils l'avaient fait lors de la première. La première fois on avait peur d'être exterminés par les Banyamulenge. Mais cette fois-ci on s'est dit: „Non! Nous ne pouvons pas encore quitter chez nous pour nous réfugier. On reste ici.“

Ce qui fait que les gens se déplacent, ce sont les attaques de temps en temps, les tueries de groupes armés des uns et des autres. C'est devenu une guerre entre tribus.

Question: Comment tout cela peut se résoudre?

Réponse: Nous entendons ce que les gens se disent dans la rue et dans les villages. Ils disent: „Nous, avec les Banyamulenge, nous ne pouvons quand-même pas avoir des problèmes. Si les alliés partent, nous allons trouver une solution interne entre nous et les Banyamulenge.“ Mais ce qui fait peur est que quand les alliés sont là, nos frères banyamulenge sont en position de force. Mais s'ils partaient, on devrait trouver une solution, car la guerre dure et nous avons perdu beaucoup d'enfants. La population a peur que les alliés soient venus pour découper le pays. Selon les gens c'est ce qui justifie l'existence des Mai Mai.

Question: Si nous avons bien compris, en fait il y a plusieurs guerres: celle qui est décidée loin d'ici et qui se fait à grande échelle d'un côté, et de l'autre celle au niveau local où des villages sont attaqués de part et d'autre et où aucun parti ne semble prendre soin des populations. Pour la guerre au niveau local, même si elle est influencée aussi par l'autre guerre, est-ce qu'il y a des choses que vous pouvez faire ici et maintenant?

Réponse: A notre niveau nous pouvons sensibiliser et éduquer les populations à ne pas faire la guerre. Quand les gens auront compris que cette guerre nous fait perdre du temps. D'ailleurs même entre Babembe, les Mayi mayi tuent des Babembe. C'est pour cela que je ne peux pas dire que la guerre sur le territoire de Fizi est seulement entre Banyamulenge et Babembe. D'ailleurs il n'y a pas de Banyamulenge parmi les populations de toute cette partie du littoral. Ce sont les Babembe, les Bifulero, les Banindu, les Bavira, mais ils sont maltraités par les Mai Mai qui se disent du côté du gouvernement central. C'est peut-être une mauvaise éducation de ces gens-là qui détiennent les armes. La population en subit seulement les conséquences.

Question: Ailleurs au Kivu on nous a parlé des problèmes des enfants qui ne vont pas à l'école mais qui font la guerre. Comment cela se passe ici?

Réponse: C'est une question très, très importante pour la famille, puisqu'il y a effectivement chez nous aussi des jeunes garçons qui ne sont pas encore en âge de suivre le service militaire, mais qui partent directement sous les armes. Ils commencent à se battre et à tuer les gens. C'est une situation qui inquiète beaucoup les femmes. Les jeunes filles chez nous se marient très tôt avec ces garçons là et se retrouvent veuves ou abandonnées par les garçons qui partent en brousse.

Déjà chez les Babembe en temps normal les filles n'accèdent pas à l'éducation, mais maintenant c'est devenu pire. Si moi j'ai pu étudier c'est grâce à l'ouverture d'esprit de ma maman et de mon papa. C'est exceptionnel. Nous nous sommes dit qu'il faut ouvrir une école secondaire pour filles à Kasimia. On avait déjà les bâtiments, mais cela s'est arrêté à cause de la guerre.

Question: Comment vous organisez-vous en tant que femmes Babembe pour essayer de survivre?

Réponse: Avant la deuxième guerre nous avions un programme de traction bovine. Malheureusement la plupart de ces boeufs ont été mangés par les belligérants, on ne sait pas de quel côté. Avec ce qui reste on a cultivé 20 hectares et distribué des crédits de semences. On donne aussi des petits crédits pour faire le commerce.

Question: Pouvez-vous nous parler un peu de la place traditionnelle de la femme mubembe et de la force que cela peut éventuellement lui donner dans cette situation?

Réponse: Je vous disais que nous sommes un peu différents des autres régions. Quand on va à Bukavu et au-delà, là on trouve des femmes qui travaillent à des niveaux assez élevés dans l'administration, mais chez nous ce n'est pas le cas. Nous ne pouvons pas trouver une femme chez nous qui exerce une responsabilité. Au niveau de la famille, la femme s'occupe de toutes les responsabilités. C'est cela sa place importante. Les hommes peuvent aussi venir demander des conseils si les choses ne marchent pas au niveau de la communauté, de la localité. Ce n'est pas très officiel, mais plutôt un peu à côté, de manière invisible. Nous voudrions que la femme accède à être un conseiller officiel et après prenne des responsabilités. Mais dès aujourd'hui les femmes sont consultées dans certains domaines par le chef au niveau du village.

Question: Le président Kabila du gouvernement central vient d'être tué. Comment les gens vivent cela?

Réponse: Nous, les femmes Babembe, nous sommes la population et la population n'a pas de côté. Le gouvernement que l'on va mettre en place, même si on change tout le gouvernement, nous sommes prêtes à travailler avec ces gens-là. Nous ne sommes ni pour Kabila, ni pour le RCD. Nous voulons que ces deux côtés-là puissent s'entendre et qu'ils nous laissent quand-même vivre notre vie. On ne peut pas trouver un gouvernement sans population. Nous voudrions qu'ils arrêtent de se battre, qu'ils s'entendent et que nous travaillions sous un seul maître.

Table- Ronde avec des représentantes de la Plate-forme des Femmes pour le Développement Endogène au Nord Kivu - PNFDE Goma, Nord Kivu

Pole Institute a voulu savoir ce que pensent les femmes de la situation actuelles et quelles stratégies elles développent pour la survie. Nous avons vu des représentantes de la PNFDE (Plate-forme des femmes pour le développement endogène au Nord Kivu) et discuté avec elles. Les entretiens ont eu lieu en septembre 200 à Goma au bureau de la Plate-Forme. Ce sont Aloys Tegera et Christiane Kayser qui représentaient Pole. Les discussions ont été menées en Swahili et sont traduits en Français par Eddy Kikumbu. Etaient présentes :

- 1. Marguerite Kibanja, coordinatrice de l'Association des Femmes Paysannes de Masisi*
- 2. Hadidja Pilipili, représentante de l'Association des Femmes Musulmanes au Nord Kivu (AMDI)*
- 3. Véronique Kahindo, représentante des Mamans Commerçantes (AMACO)*
- 4. Zawadi Wetemwami, présidente de la Sous-Plateforme des Femmes de Masisi et Walikale*
- 5. Shamavu Buhoro, présidente de l'Association de Femmes Vendeuses de Sambaza à Nzulo*
- 6. Aline Nziyavake, secrétaire exécutive de l'Association Femmes qui accompagne les Sidéennes*
- 7. Faida Mufano, présidente de l'Association des Femmes pour la Promotion et l'Action des Femmes pour le Développement*
- 8. Marie-Jeanne Salokomo, vice-présidente du PAFED à Kirotshé*
- 9. Justine Masika de l'UWAKI (Union des Femmes Paysannes du Nord Kivu)*
- 10. Brigitte Mayisafi, vice-présidente de LOKIMO (Loashi, Oso, Kihira, Mokoto)*
- 11. Hadidja Anza Kameli, présidente provinciale des mamans commerçantes au Nord Kivu*
- 12. Sarah Mirimo, présidente urbaine de la Fédération des Femmes Protestantes*
- 13. Bernadette Muongo, présidente de la PNFDE, coordinatrice du Programme d'Appui aux Femmes Victimes des Conflits.*

Question: Dans cette situation de crise prolongée comment arrivez-vous à travailler et à survivre?

Hadidja: Moi je m'appelle Hadidja Anza Kameli, je suis présidente provinciale de l'AMACO. c'est-à-dire je suis la responsable des mamans commerçantes de la province du Nord-Kivu. En regardant le climat dans lequel nous évoluons en ce moment de guerre je dois dire que notre boulot ne marche pas.

Beaucoup de commerçantes sont restées pauvres. La pauvreté provient de la guerre parce que l'on nous arrache les biens sur les différents chemins où nous passons, et souvent ces biens ont été achetés à crédit! La commerçante risque même de perdre sa parcelle là où elle vit, de se la faire "confisquer". Hélas, j'ai très peu d'influence en

tant que présidente chargée de suivre les commerçantes de la province du Nord-Kivu, je n'ai pas les moyens de les aider. Les femmes qui ont perdu leurs biens et celles qui vivent dans la misère, elles n'ont plus l'argent pour vendre, il n'y en a pas une qui peut aider l'autre.

En plus, les enfants n'étudient pas, nos maris sont assis comme ça, sans emploi et ceux qui travaillent ne sont pas rémunérés. Beaucoup habitent dans des maisons à louer, elles sont chassées des maisons. Les problèmes sont trop nombreux.

Question: C'est vrai que la situation de crise amène beaucoup de difficultés et cette crise sera peut-être longue, mais même avant qu'elle ne prenne fin nous devons vivre. Aujourd'hui vous les commerçantes comment vous débrouillez-vous pour vivre ?

Hadidja Anza Kameli: Nous nous battons en vendant nos biens qui se trouvent dans la maison. Si tu avais acheté un poste radio il faut le vendre pour avoir une somme d'argent et commencer un petit commerce, même des arachides sur la route, parce qu'il ne faut pas avoir honte dans la vie. C'est comme ça que nous vivons, nous restons pauvres. Dans la maison il n'y a plus rien de bien même la montre du mari on la vend pour chercher les moyens de vivre avec les enfants.

Question: Je vois ici beaucoup de gens de l'intérieur qui sont venus à Goma. Comment êtes-vous arrivées à Goma ?

Brigitte: Moi c'est maman Brigitte Mayisafi. Je suis membre d'une association de femmes, Lokimo, s'occupant de l'agriculture, nous étudions comment faire l'élevage et construire. Tu veux comprendre la situation des femmes qui sont venues de l'intérieur quand il y a eu trop d'insécurité là-bas. Les interahamwe embêtent et terrorisent la population. En plus, quelques jeunes là-bas à l'intérieur ont pensé être nationalistes et ils sont entrés dans ce que nous appelons Mayi Mayi. Beaucoup d'entre eux sont entrés non pas dans le cadre du banditisme mais ils voulaient défendre leur cause nationale. Les interahamwe sont arrivés et se sont attaqués à ces jeunes. La population est maintenant victime des combats entre les interahamwe et nos militaires, ainsi que entre les Interahamwe et les Mayi Mayi. Les populations fuient dans la forêt. C'est là que les interahamwe les frappent. Si elles fuient vers les villages nos soldats les frappent en les prenant pour des ennemis. Donc la population ne sait plus quoi faire: être pour les militaires qui sont actuellement au pouvoir ou bien se mettre avec les Mayi Mayi qui disent être de leur côté ou bien se mettre avec les interahamwe. Aucune de ces solutions ne leur a paru bonne, alors ils ont fui vers les villes où ils seront au moins considérés neutres. C'est comme ça que l'intérieur reste vide, il n'y a pas des cultivateurs. Par exemple le village de Kibirizi: tout le monde est ici maintenant. Un sac d'haricots coûte 20\$ au lieu de 10\$. Nos membres qui étaient à l'intérieur sont ici à Goma parce qu'ils manquent de sécurité et ne savent pas comment défendre leurs droits. Ce sont des femmes, les hommes se cachent dans la forêt. Ils ne sont pas Mayi Mayi ou Interahamwe, mais ils se cachent par peur. Dans la forêt ils vont mourir. Les femmes arrivées à Goma, vont mourir de maladies, par manque de soins médicaux, les enfants sont atteints des kwashiokor, vraiment c'est un problème. Les associations féminines ne savent plus

comment tenir parce que notre ressource c'est le terrain. Quand nos membres cultivaient et récoltaient un peu d'haricots, c'est ce qui était notre activité. Nous n'avons pas de soutien extérieur et nos membres qui se cotisaient pour soutenir nos associations sont également déplacés ici. Nous sommes tous démunis maintenant. On se demande: est-ce que c'est l'association qui va aider celui qui a fui ou est-ce que celui qui a fui qui va aider l'association pour évoluer? Cela provoque un blocage, nous ne savons plus continuer. Sur le terrain certaines associations se débrouillent pour enseigner à certaines victimes comment fabriquer du savon, si elle fabrique 20 savons elle va sur la route se débrouiller pour les vendre. Elle vendra et peut-être elle aura un FC ou 10 FC juste pour manger un jour et survivre médiocrement. Il y a aussi celles qui ont eu des crédits quelque part. Elles donnent aux victimes pour vendre la farine et après avoir vendu la farine elles gagnent quelque chose mais ce n'est pas suffisant Il y a des cas comme les femmes de l'Anamade qui encadrent des orphelins mais avec leurs propres moyens modestes, elles travaillent aussi avec les cas de malnutrition, elles encadrent les femmes de l'intérieur, mais les moyens sont minimes. La PFNDE et son Bureau étaient activement soutenus par nos associations quand elles étaient actives sur terrain. Dès que cela ne fonctionne plus tout le monde fuit vers la ville et se trouve devant un blocage. Nous faisons un développement par la force en vendant un pagne, une montre pour qu'il y ait un fonctionnement, mais ce sont des efforts qui sont personnels.

Question: Je vois que les déplacés sont nombreux ici à Goma et je ne vois pas un camp de déplacés. Les familles qui les accueillent comment vivent-elles ?

Brigitte : Nous vivons tous cette expérience. Les populations du Congo ne sont pas habituées à rester dans des bâches. Tu trouveras qu'une famille avec six enfants encadre une famille de dix enfants. Tu trouveras une maison où il y a 40 personnes à nourrir et ils se débrouillent sur la route en transportant des colis. Les gens se sont comportés comme ça. Maintenant nous avons demandé que les gens soient installés dans les camps (l'expérience de Sake), parce que les familles résidentes étaient dépassées par le nombre de déplacés. On leur a construit des camps mais le résultat était que les assaillants sont allés attaquer les déplacés dans le camp et les ont tués. Maintenant cette situation crée la peur: s'il y a un organisme qui souhaite construire un camp cela crée la peur et la population a peur d'entrer dans les camps car ils peuvent être attaqués par les assaillants.

Question: Tu parles du camp des déplacés hunde qui était attaqué à Sake. Le chef Bahati a demandé que peut-être comme les gens sont en train de rentrer, les Tutsi reviennent du Rwanda, les Hutu les accueillent, est-ce que nos gens qui sont victimes des assaillants à Sake peuvent arriver à vivre ensemble avec les autres à l'intérieur ou veulent-ils rester tous ici en ville ? Qu'est-ce que vous pensez?

Brigitte: Peut-être il faut revenir un peu en arrière: notre plate-forme ici que vous voyez, avait d'abord comme objectif la réconciliation entre les ethnies, parce que dans notre plate-forme il y a des associations de toutes les ethnies et elle a réussi à réunir les femmes Tutsi et Hutu, Nande etc....Donc du côté de la population il n'y a pas de problème. Le point d'interrogation se trouve au niveau politique, au niveau supérieur, là nous voyons un point d'interrogation que je ne sais pas expliquer. Parce que si les gens voient à

l'intérieur qu'il y a des troubles et que les gens sortent des camps, les Tutsi et Hutu comme les Hunde et Tembo etc... ils peuvent rester ensemble. Les problèmes sont situés du côté politique, ce sont les autorités qui cherchent des solutions pour que ces gens vivent ensemble. La population aujourd'hui a déjà de bonnes expériences de cohabitation. Il y avait une association, Anamade, qui nous a donné un champ. Nous avons fait l'expérience, nous avons cultivé là à Mushaki nous avons cultivé toutes ethnies confondues sans problème.

Question: La souffrance c'est pour tout le monde, tous les groupes ont déjà soufferts. Est-ce que la souffrance peut amener tous les groupes à rester ensemble pour chercher de nouvelles solutions ou bien pensez-vous que ce sont des choses impossibles?

Hadidja Pilipili: Je m'appelle Hadidja Pilipili.

En vérité, les gens n'ont pas refusé de s'entendre, ce qui a empêché les gens de s'entendre c'est la politique. Ce sont ces gens-là qui sont à un niveau supérieur qui ne veulent pas s'entendre entre eux pour nous donner le bon exemple. Ce sont eux qui nous dirigent, cette guerre c'est eux qui l'ont amenée. Sinon comment expliquer que longtemps nous sommes restés ensemble toutes les ethnies, nous sommes nés et nous avons mis au monde, nous restions toujours ensemble, il n'y avait pas de distinction. C'est la politique qui nous a amené toutes ces difficultés. Il n'y a pas quelqu'un qui a choisi l'autre pour dire: toi, je ne te connais pas. Pour trouver des explications il faut commencer par rencontrer les politiciens, qu'ils cherchent comment nous diriger. Nous, nous sommes comme des gens qui n'ont pas d'yeux, on te demande d'aller quelque part et tu n'y vois rien. S'il faut aller tomber dans un trou, on va tomber. Pourquoi? Parce que nous n'avons pas d'yeux, nos yeux c'est la politique, la politique des politiciens, s'ils nous cherchent la paix, nous aurons la paix. Aussi longtemps que les politiciens ne veulent pas que nous soyons en paix la guerre restera.

Sarah: Je réponds au nom de Sarah, je m'occupe de l'éducation des adultes, j'ai une préoccupation très importante: depuis que la guerre a commencé dans notre pays, c'est terrible pour nos enfants, les enfants sont nombreux et les parents n'arrivent pas à les faire scolariser et cela continue à augmenter le pourcentage de ceux qui n'auront pas la possibilité d'étudier.

Les autorités internationales ont aidé du côté des écoles, mais je ne sais pas si l'Unicef et l'Unesco ont vraiment des idées et la volonté pour aider le Congo. Parce que les enfants sont devenus les enfants de la rue, la délinquance juvénile augmente. Il n'y a plus moyen de les encadrer. Nous pleurons l'avenir de nos enfants. Quel sera l'avenir de ce pays si au niveau de la pépinière tout pourrit?

Je demande qu'il y ait d'abord quelques personnes qui s'engagent dans l'éducation des adultes pour trouver comment leur donner du courage. Nous le faisons bénévolement, nous ne disposons pas de matériaux, ni de locaux, nous le faisons dans les quelques zones où il y a la paix, où c'est stable. Mais nous pleurons pour les cas où les écoles sont fermées depuis déjà 6 ans. Comment seront les gens? Le pays évoluera avec qui? Le pays restera un pays d'illettrés? Cela est ma préoccupation et je vous demande de nous aider.

Question: Tu peux nous dire un peu ce que tu fais avec ton groupe?

Sarah : Nous travaillons beaucoup, nous les femmes protestantes. Nous disposons de plusieurs groupes dans notre province du Nord-Kivu en fonction des églises. Nous prenons les groupes des hommes et des femmes et des jeunes qui n'ont pas eu la chance d'étudier depuis longtemps. Mais nous ne savons pas continuer parce que nous n'avons pas d'aide, nous ne savons pas évoluer car nous manquons de moyens et les autres fuient dans la forêt par manque de paix.

Question. On nous a dit que Bernadette ici travaille avec les femmes victimes des conflits. Peux-tu nous parler un peu de cette expérience?

Bernadette: Les femmes sont devenues victime de cette guerre à cause de la mauvaise gouvernance des dirigeants qui ne travaillent pas honnêtement. Ils ne veulent pas s'entendre et maintenant les femmes supportent les plus lourdes charges dans cette guerre: elles deviennent veuves, elles restent avec les enfants, sans emploi et sans soutien, il y a aussi des orphelins autour. Les femmes ne voient pas où aller, quel chemin choisir, elles deviennent traumatisées, elles se laissent aller, ne savent plus quoi faire. Elles demandent aux politiciens de s'entendre de façon à arranger les problèmes et elles demandent de l'aide pour trouver une solution pour l'avenir des orphelins.

Nous avons aussi de l'expérience avec les victimes des mariages précoces, les femmes sont devenues veuves et les enfants sont devenus orphelins. Les enfants ne parviennent pas à bien étudier. En plus beaucoup n'ont plus de chez eux et cela provoque de mauvais comportements. Il y a beaucoup de cas de viols: les femmes se sentent traumatisées, la vie devient difficile pour elles. Elles ont la famille à charge et les mêmes hommes les dépouillent. 'Kunianiasa', le pillage, c'est cela que nous vivons beaucoup ces derniers temps.

Marguerite: J'ai seulement une petite préoccupation: ce n'est pas la première fois qu'on nous demande toutes ces histoires. On nous a déjà appelées pour exposer les problèmes de cette guerre. Maintenant je ne sais pas si ce débat que nous venons de tenir ici pourra nous amener quelque chose de bien. Peut-être cela sera comme avec les autres qui nous demandent de leur parler sans le moindre résultat. Parler, toujours parler...

Aloys: Nous comprenons ta méfiance. Tout ce que nous pouvons dire c'est que nous voulons aider à ce que soient entendues aussi les populations du Kivu, notamment les femmes. Si vous mêmes, vous vous exprimez sur votre situation, nous espérons que cela aura des répercussions.

Marguerite : Les femmes ici sont victimes de multiples façons. Beaucoup sont veuves de guerre, elles restent avec les enfants, elles n'ont pas de chez elles, elles doivent nourrir les enfants et les éduquer. L'État qui nous dirige dans la guerre s'occupe seulement de l'achat des armes et des munitions. Il ne s'occupe pas de cette population qu'il est en train de libérer. Moi même, je suis dans une maison louée, je n'ai pas pu payer le loyer depuis trois mois, mon propriétaire me demande de quitter la maison.

Tu ne sais plus où aller avec les enfants, le propriétaire t'amène les soldats et la police. Tu n'as pas volé, le propriétaire te connaît très bien et il sait que tu es seule avec beaucoup de difficultés. Les enfants n'étudient plus et pourtant il est nécessaire que les enfants étudient. Mais le propriétaire amène les soldats pour te déloger, l'Etat jette tes biens dans la rue, les enfants sont éparpillés et dans tout ça c'est toujours la maman qui souffre. Que ce soit sous Mobutu, sous Kabila ou sous le RCD, nous étions toujours en guerre parce que on nous arrache nos biens, on nous frappe, on nous viole. Ici dans la ville de Goma il y a un peu de sécurité, mais dans la chefferie Munigi il y a des assaillants qui enlèvent les gens la nuit et les amènent. L'Etat ne s'en occupe pas.

Mais s'il y a un État, il doit nous défendre. En vérité, en ce moment, c'est nous mêmes qui nous organisons pour survivre. Par exemple nous les femmes musulmanes ici au Nord-Kivu nous avons créé notre association et nous avons aidé l'État en amenant de la nourriture à l'hôpital général, dans les prisons, nous avons accueilli des orphelins, accueilli des veuves. Nous faisons cela pendant près d'une année, mais jusqu'à ce jour aucun représentant de l'Etat ne nous en a félicitées. Quand on a du arrêter, aucune autorité n'est venue nous aider ou nous demander pourquoi on ne continuait pas.

Moi je fais la route de Rutshuru, je fais un petit commerce, je pars acheter la braise. Il faut voir les gens qui fabriquent la braise : les femmes sont à l'intérieur de la forêt avec leurs enfants sur le dos et portant un sac de 100 Kg. Ceux qui se disent être l'Etat, qui disent nous gouverner, le voient-ils seulement ?

Shamavu : Je m'appelle Shamavu Buhoro, je suis la responsable des femmes vendeuses de sambaza. Chez nous à Nzulo nous avons eues des difficultés car, nous étions menacés par les assaillants il y a deux semaines. Les interahamwe sont entrés dans des maisons et pendant deux heures ils ont pillé, ils ont tout pris. Si tu n'avais pas d'argent, tu étais morte. Ils ont tué deux hommes parce que ceux-là n'avaient pas d'argent. Les familles étaient éparpillées, les enfants sont venus ici, les autorités ont été au courant des problèmes, mais ils n'ont rien fait. C'est l'inquiétude chez nous, tout le monde a peur, les assaillants peuvent revenir. C'est comme ça que nous vivons sans paix et le manque de paix conduit au manque d'amour. S'il y a la paix, l'amour viendra. Il faut nous aider à trouver une solution car nous nous ne savons plus par où fuir.

Question : Pour trouver une solution vous demandez de l'aide. Qu'est-ce que vous mêmes pouvez faire en attendant ?

Brigitte : Comme d'autres femmes l'ont dit : nous vivons dans cette situation à cause des nos politiciens. Pour nous en sortir "tunalia", il faut forcer les gouvernements de Kinshasa et de Goma à se mettre autour d'une table. Ceux de Gbadolite et de Kisangani doivent également participer, car nous avons déjà quatre Républiques au Congo ! Quand ils voudront parler, qu'ils invitent le plus vite possible les femmes pour que nous soyons bien représentées là bas. Vous savez, le plus souvent les hommes ont peur de dire les choses. Ils craignent : « Si je dis ceci, on ne va pas me donner le poste de gouverneur ». Mais nous les femmes ne cherchons pas à ce que l'on nous donne des titres, on veut résoudre les problèmes et vivre. Je crois qu'il n'y a pas de développement sans paix, vous avez raison d'insister : le développement et la paix doivent aller ensemble. Si nous on cherche le développement, sans que les autorités cherchent la paix nous n'allons pas

évoluer. Si le jour de la récolte des bandits viennent vous piller, il n'y a pas de développement. Mais j'insiste que le jour où on va appeler les politiciens que les femmes aussi soient représentées. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi tous ces hommes intelligents, ces docteurs, ces juristes, ces économistes de notre classe politique n'arrivent pas à prendre en considération la situation des populations.

On a déjà eu peur que nos enfants ne puissent même pas passer leur examen d'Etat, car tout cela dépendait de Kinshasa. Heureusement, ils viennent de trouver une solution. Vous de l'extérieur pouvez nous aider en amenant des moyens pour financer par exemple des crédits. Mais vous devriez aussi nous aider à mettre en place des gardes fous pour nos droits. Il faut nous aider à parler librement et que nous ne soyions pas poursuivies si nous disons la vérité.

Question : Ici à Goma, il y a le Barza Intercommunautaire avec des représentants des huit ethnies du Nord Kivu, mais malheureusement il n'y a pas de femmes membres. Comment pouvez-vous être représentées ?

Brigitte : Pour nous la plate-forme c'est notre représentation. S'il y a un problème c'est ici que nous l'amenons. Bernadette est aussi conseillère du Barza et peut nous représenter.

Sarah : Tout ce que nous demandons, c'est la paix. Nous les populations, sommes ce qu'on appelle en swahili " bayatima", c'est-à-dire le papa est mort et tu restes avec la maman, orphelins de père. L'homme qui viendra chercher cette maman veuve se démarquera surtout par le fait qu'il connaît la valeur de ta maman. Il va d'abord commencer par t'encadrer toi, l'enfant orphelin, il te donne une place pour dormir, il te donne à manger et à boire, il te fait étudier, les commerçants pourront faire leur travail, tout sera calme. Cet homme sera le "papa", nous resterons avec lui. Mais jusqu'ici nous n'avons pas encore vu un tel papa qui nous donnerait une patate douce. Les pères que nous connaissons nous donnent seulement une pierre et comment rester avec un père pareil ? Nous attendons celui qui nous donnera le pain.

Justine : Je suis Justine Masika. Nous avons créé la plate-forme pour réunir tout le monde, toutes les ethnies confondues. "Tuna sikilizana sisi wote", ils s'entendent tous bien. Nous, les femmes, nous sommes capables de faire passer le message de paix partout. Nous voulons que la guerre s'arrête. Même les ennemis qui sont dans la forêt ont des femmes, les politiciens ont des femmes et ils les écoutent. Aujourd'hui si en Ouganda il y a la paix ce sont les femmes qui se sont battues pour que la paix soit là-bas. Si nous nous mettons ensemble, si nous nous entendons, ce ne sera pas facile, mais nous pouvons imposer la paix.

Brigitte: Je suis d'accord avec Justine, mais je voudrais ajouter : pour faire passer notre message il faut d'abord la sécurité et ensuite les moyens matériels pour passer le message de paix. Mais c'est possible. Campagne pour la Paix a fait cela, nous les avons accompagnés avec maman Bernadette dans la zone de Masisi. Malheureusement à cause de l'insécurité on n'a pas pu terminer.

Brigitte: Nous voudrions aussi proposer que l'on nous donne l'opportunité de faire des rencontres avec les femmes du Rwanda et de l'Ouganda pour savoir comment elles ont réussi à sortir de la guerre.

Bernadette: Il y a maintenant deux ans que nous souffrons. Nous demandons quelque chose à l'extérieur et cela n'arrive pas. Ce derniers temps je m'intéresse plutôt à ce que nous pouvons faire nous mêmes pour que la guerre prenne fin. Mais je ne sais pas comment, je ne sais même pas à qui elle profite vraiment. Quelles stratégies pouvons-nous développer pour continuer à vivre ? Je me bats pour que nous ayions le minimum pour vivre.

Sarah: Nous devons aussi faire quelque chose pour les études des enfants. Il faut encourager les enseignants car s'ils ne reçoivent rien ils commencent à chasser les enfants et les parents ne savent pas comment les faire rentrer à école. Et là le danger est grand que les enfants deviennent délinquants, prennent les armes

Brigitte: Notre problème essentiel est que ceux qui ont les armes dictent la loi. La paix que nous cherchons nous ne l'aurons pas, car les gens qui ont des armes s'imposent et ils cherchent toujours à continuer de semer la souffrance.

Hadidja: Il y a un autre point : nous souffrons beaucoup parce que nous manquons d'informations, ce qui se passe à Kibumba nous l'ignorons, ce qui se passe à Keshero, on ne le connaît pas. Peut-être que la Plate-Forme peut nous aider à rassembler des informations plus sûres que les rumeurs qui circulent.

Bernadette : Oui on peut faire ce travail ensemble, mais c'est un travail difficile qui comporte beaucoup de risques.

C'est un moyen de contribuer à la paix parce que les gens sont dans l'obscurité et dans l'obscurité beaucoup de gens peuvent mourir mais quand l'information circule cela permet au moins de comprendre un peu ce qui se passe..

Interview avec des femmes de la société civile de Kitshanga, Masisi, Nord Kivu

A la mi-septembre 2000 nous avons profité d'un voyage à Kitshanga dans le Masisi pour nous entretenir avec plusieurs femmes basées dans cette agglomération du Masisi. La rencontre a eu lieu au Centre Nutritionnel de Médecins Sans Frontières.

Y ont participé :

- *Elisabeth Mawazo présidente du groupe GEFIS (groupe d'encadrement des femmes veuves et sinistrées) à Kitshanga, qui est également membre du CREDAF (Comité pour la Relance des Activités Agro-Pastorales), et animatrice de l'ONG ACODRI. Elle est responsable de la cuisine pour les enfants au centre nutritionnel de Kitshanga.*
- *Annie Kavira, trésorière à « Association des femmes pour le progrès social (AFPS) et animatrice au centre nutritionnel.*
- *Bahati Kanyere, membre de la Croix Rouge, auxiliaire pour garder les enfants au centre nutritionnel, déplacée, ex-membre dans une zone rurale de «Femme et Développement » de la collectivité de Bashali*
- *Kabuo Bihendo, du groupe Femme et Développement, qui travaille comme animatrice au centre nutritionnel*
- *Eugénie Masika, membre du groupe AFPSO, également membre de l'Association des femmes musulmanes et cuisinière au centre nutritionnel.*
- *Aloys Tegera, Lyn Lusi et Christiane Kayser pour Pole Institute.*

L'interview a eu lieu en Swahili et a été traduit par Eddy Kikumbu.

Question : Nous voudrions savoir comment dans cette crise qui frappe la région, vous les femmes vous arrivez à vous débrouiller et à survivre.

Elisabeth: Ici à Kitshanga les femmes sont dans une situation difficile ‘ wana sumbuka sana’, elles souffrent beaucoup, parce que tout le travail c'est nous, les femmes, qui devons le faire. En plus les hommes n'ont plus de revenu car nous avons tous du quitter la montagne et venir ici à la cité. Ils chôment. Cette situation devient lourde à gérer pour les femmes. Elles sont obligées de nourrir toute la famille, elles doivent même acheter les vêtements pour leurs maris. Elles sont obligées de travailler beaucoup aux champs et à la maison, elles se forcent pour aller très loin dans les marchés en transportant des colis et elles font tous les efforts possibles pour que leurs enfants puissent aller à l'école. C'est difficile et c'est un problème pour nous, les femmes.

Deuxièmement, concernant le développement, nous sommes très en retard. Nous manquons de beaucoup de choses, nous les femmes, pour nous permettre d'évoluer. En ce qui concerne les femmes veuves :quand la guerre est venue les hommes ont été touchés et les femmes sont restées des veuves avec les enfants. Beaucoup de gens ici sont des déplacés qui fuient la guerre.

Question : Quel genre de guerre ?

Elisabeth :C'est la guerre interethnique . Quand les femmes sont arrivées ici nous avons vu qu'elles ont des difficultés et qu'elles n'ont pas de maris auxquels se confier. C'est pourquoi elles se sont mises ensemble pour s'entr'aider et pour se protéger les unes les autres. Pour leurs revenus, nous avons pensé cultiver des champs pour nourrir les enfants et après peut-être aussi faire de l'élevage.

Notre travail évolue doucement car il était difficile d'entrer en contact avec les gens de la ville parce que les véhicules n'arrivaient plus ici. Mais au moins aujourd'hui le travail évolue car nous récoltons beaucoup et l'élevage promet aussi. Nous recevons des semences de la part de l'ACODRI, la FAO aussi nous aide beaucoup et tout le village est en mesure de travailler les champs, tu peux même faire un petit jardin à côté pour la nourriture à la maison. En plus nous faisons l'élevage de canards et de quelques chèvres que ACODRI nous a données. Mais nous avons un problème car beaucoup de femmes ne savent pas lire. Nous avons pensé créer un centre d'encadrement social pour qu'elles apprennent à lire et fassent un peu de couture. Nous avons reçu un peu d'aide chez Save the Children, une machine, un peu de tissu, mais il n'y a pas de local. Les hommes préfèrent faire étudier les garçons. Les filles ont un problème grave : elles n'arrivent pas à faire des études. Il y a beaucoup de gens avec beaucoup de besoins ici. Il y a beaucoup de femmes veuves, mais aussi beaucoup de femmes déplacées dont les maris sont ailleurs. Nous n'avons pas de chiffres exacts, un jour nous avons essayé de compter les femmes sinistrées et sans pouvoir aller jusqu'au bout nous sommes arrivé à un chiffre de 700 femmes veuves ici : mais cela date de plus d'un an et ici les hommes meurent vite, donc elles peuvent être même 1000.

Annie : Notre groupe, l'AFPS, s'occupe surtout de la fabrication de savon. Mais c'est difficile de financer le matériel. Une ONG, APREDECI, nous en avance à crédit. Quand nous vendons parfois nous n'arrivons pas à totaliser la somme que nous avons reçue. Et là nous avons un problème : le jour du remboursement on se retrouve en train de fabriquer encore des savons, mais nous ne gagnons rien, on travaille à perte.

Bahati : De notre côté nous n'avons pas de soutien. Nous essayons d'en demander aux autorités et aujourd'hui elles commencent à nous répondre mais nous n'avons pas encore reçu une réponse ferme. Les femmes sont devenues très nombreuses et ne savent ni lire, ni écrire.

Question : Kitshanga était une petite cité, aujourd'hui c'est une grande agglomération. Il y a beaucoup de déplacés. Est ce que ces gens vont rentrer ? Si non pourquoi ne rentrent-ils pas chez eux ?

Kabuhe : A cause de la guerre les gens ont jugé bon de fuir vers ici et de rester ensemble. Maintenant vous voyez ici les gens venus des montagnes, toutes les ethnies confondues. Dans les montagnes il y a les assaillants qui chassent les habitants. Donc les gens viennent tous ici, il y a les Tutsi, Hutu, Hunde et même quelques Nande. Tout le monde a envie de rentrer chez soi et il y en a qui sont déjà allés. S'ils ne tombent pas sur les assaillants, ils restent là bas. Il y en a même qui ont déjà fait une année là bas. Certains dont les villages et les champs ne sont pas loin logent ici : ils partent le matin aux champs et le soir ils rentrent passer la nuit ici.

Question : Comment est la situation sécuritaire ici à Kitshanga ?

Elisabeth : Ici en ville il y a la paix mais le problème que nous avons ce sont les gens qui viennent de la forêt, les interahamwes du Rwanda. Ils sont dans la forêt de tous les côtés, il n'y a pas de place précise, ils sont partout. Sans eux nous aurions déjà la paix.

Question : Comment ce problème peut-il être résolu ?

Bahati: A travers les autorités qui doivent décider, car nous les populations on ne saura pas s'en sortir. Si on entend qu'il y a la paix nous serons contents car aujourd'hui pour faire la route de Kitshanga vers Goma il y a l'incertitude, on peut se retrouver face aux assaillants qui nous arrachent notre argent et nous tuent. Donc nous souhaitons que les autorités puissent continuer à lutter de façon plus efficace contre les assaillants.

Elisabeth: Le groupe CREDAP avec lequel nous travaillons a dit que pour mettre fin au problème des assaillants il faut que nous travaillions pour la paix. Sans la paix il n'y a pas le développement. Les femmes sont bien placées pour travailler pour la paix. Là où l'homme ne peut pas entrer, la femme le peut. Les « femmes libres » peuvent être des ambassadeurs de paix auprès de ceux qui se trouvent dans la forêt. Mais je ne sais pas si ce genre de femmes sont ici à Kitshanga. Si tu arrives là où ils sont dans la forêt ils ne vont plus te lâcher. Mais les autorités peuvent étudier comment atteindre ces gens dans la forêt pour leur dire que ce n'est pas bien d'y rester, il faut approcher les autres pour vivre ensemble. Ce sont les autorités vraiment qui doivent faire ça. Si les autres ne quittent pas la forêt il n'y aura pas de paix.

Eugénie: En attendant ici en ville nous sommes protégés par des militaires. La population elle-même ne peut pas se protéger il faut toujours un groupe de militaires, de gens armés.

Question : Ici il y a un conflit armé depuis 1993. Mais aujourd'hui les différents groupes vivent ensemble. Pouvez-vous me dire un peu ce qui s'est passé ?

Elisabeth : Ici depuis 1993 c'était une guerre « sisi kwa sisi », de nous contre nous. Les gens ont réalisé que cela n'a pas de sens et ils ont compris que avec la guerre on détruit tout. La misère naît. Personne d'entre nous n'a profité de cette guerre. Alors on a préféré rester unis et vivre ensemble. Aujourd'hui un Hunde peut aller chez un Hutu et il y passe la nuit. La même chose est vraie à l'inverse. Les gens ont compris que la guerre n'est pas bonne.

Question : Quelle est la chose la plus importante que vous voulez que les gens à l'extérieur sachent sur vous et sur Kitshanga?

Elisabeth : Nous voulons que les femmes ailleurs pensent à nous pour que nous puissions progresser ici. Par exemple sur le plan intellectuel, en commençant par les petites fillettes

jusqu'aux vieilles femmes, nous devons avoir notre place, nos droits. Il faut que les femmes ailleurs sachent qu'ici les femmes sont malmenées : nous avons la charge de toute la famille, les papas commencent à se retirer à cause de la pauvreté. En même temps les droits des femmes ne sont pas respectés.

Ici chez nous les femmes n'ont pas un mot à dire, ce sont les hommes qui se placent toujours au premier plan. Nous voulons que les femmes arrivent aussi à parler et que l'on prenne en considération ce que les femmes disent.

Aujourd'hui notre message c'est que nous les populations, les différents groupes, nous devons à tout prix être unis dans notre diversité, c'est une condition essentielle pour que nous ayons la paix !

Entretien avec des femmes Banyarwanda congolaises rapatriées à Kilolirwe, Masisi, Nord Kivu

Fin décembre 2000 nous avons rencontré à Kilolirwe trois femmes rapatriées qui font partie des plus de 10.000 Tutsi Congolais qui sont revenus au Nord Kivu et pour l'instant sont concentrés à Mushaki (2.000) et à Kilolirwe (8.000).

Il s'agit de :

- *Kamaraba Rachel, née à Kolonge, et mariée à Katoyi, arrivée à Kilolirwe le 20 juillet 2000 en provenance du camp des réfugiés de Byumba*
- *Mukamusinga Dativa, de Gitovu, groupement de Matanda, originaire de Munigi, zone de Goma.*
- *Sikiliza Jacqueline, de Gitovu et plus particulièrement de Kadirishya*

L'interview a été menée en kinyarwanda et traduit en français par Aloys Tegera..

Question :

Vous venez des camps de réfugiés au Rwanda, pouvez vous me décrire un peu votre exil et les difficultés rencontrées ?

Rachel : Dans les camps au Rwanda, nous avons de la nourriture mais nous étions assises toute la journée du matin au soir sans rien faire. Et quand j'ai appris qu'il y a un début, un minimum de sécurité chez nous à Masisi, je me suis résolue à rentrer pour pouvoir cultiver et aider à la construction de la paix avec les autres populations en place. Depuis que nous sommes arrivés ici à Kilolirwe, nous avons commencé à cultiver mais en attendant nos récoltes nous souffrons de la faim. Nous avons des vulnérables parmi nous, ce sont les enfants qui étaient habitués à avoir de la bouillie régulièrement et ici ils n'ont rien. Nous avons aussi des veuves âgées qui n'ont aucun soutien. Un autre problème important, c'est la scolarisation de nos enfants qui errent toute la journée. J'espère qu'il y aura une solution pour eux.

Q. C'est bien de me présenter vos difficultés mais puis-je vous demander depuis quand vous êtes en exil ?

Rachel. Ça fait six ans en tout que je vis dans les camps de réfugiés. Les troubles à Katoyi ont débuté en mars 1993. En avril/mai 1996 je me suis réfugiée au Rwanda. Quand il y a eu un semblant d'accalmie je suis retournée à Ngungu, mais cette accalmie n'a pas duré longtemps et je me suis de nouveau réfugiée encore une fois au Rwanda. J'étais dans le camp des réfugiés de Mudende quand il a été attaqué à deux reprises au mois d'août et décembre 1997. Après cette dernière attaque de décembre, le gouvernement rwandais nous a installés à Byumba et depuis lors je vivais dans ce camp de réfugiés à Byumba.

Nous fuyions les attaques des Interahamwe rwandais qui s'étaient alliés avec les combattants locaux d'ici chez nous et qui nous coupaient en morceaux. Les attaques qui nous avaient conduits en exil ne sont pas tout à fait finies mais j'ai l'impression qu'elles sont en train de diminuer un peu d'autant plus que quand nous sommes arrivés nous avons rencontré les populations locales, qui étaient restées, en train de s'organiser pour

consolider la sécurité dans cette contrée. Nous allons nous mettre ensemble avec les autres populations locales pour renforcer cette recherche de la sécurité pour nous tous et si Dieu le veut, j'espère que nous y arriverons. L'essentiel est que nous travaillions ensemble.

Q. Pourriez vous me dire un peu comment vous collaborez avec les populations locales qui étaient restées sur place ?

Rachel. Les populations locales d'ici chez nous avaient cru qu'elles pouvaient collaborer avec les Interahamwe et vivre en paix avec eux. Mais après l'expulsion des Tutsi dans cette région, les mêmes Interahamwe se sont retournés contre les populations locales qui les avaient accueillis. Ils les ont malmenées et tuées. Aujourd'hui, les populations locales ont beaucoup souffert aussi bien que nous et c'est la raison pour laquelle nous collaborons ensemble pour rechercher la sécurité pour nous tous.

Q. Et vous depuis quand êtes vous en exil ?

Dativa. Je suis en exil depuis le 8 janvier 1996 date à laquelle je suis arrivé à Gisenyi au Rwanda. Depuis lors j'ai suivi le même parcours que les autres réfugiés congolais qui ont été installés dans les camps de Byumba après les massacres de nos familles et amis à Mudende.

La vie dans le camp de Byumba était relativement correcte. Nous ne sommes pas morts mais nous étions incapables de nous épanouir. Nous souffrions du fait que nous étions incapables de cultiver. C'est la raison pour laquelle je suis revenue pour qu'à côté de l'aide que nous recevons, je sois en mesure de cultiver dans l'espoir que d'ici peu je pourrais me nourrir moi-même. Cependant, ici à Kilolirwe nous avons beaucoup de difficultés matérielles. La santé de nos enfants diminue à cause du manque de nourriture. Nous sommes en train de cultiver mais nous n'avons pas de semences.

Jacqueline. Moi je suis en exil depuis le 16 août 1997. Nous étions traqués par les Interahamwe. Nous nous sommes déplacés dans un premier temps à Mushaki. Les Interahamwe nous y ont poursuivi et nous sommes allés à Ndosho près de Goma avant de traverser au Rwanda où nous avons été accueilli dans le camp des réfugiés congolais de Mudende. Cela n'a pas fait longtemps avant que nous soyons attaqués par les mêmes Interahamwe à deux reprises dans le camp de Mudende. Lors de la dernière attaque à Mudende, les survivants ont été rassemblés dans le camp de transit à Nkamira avant de nous acheminer à Byumba. La vie dans un camp des réfugiés n'était pas facile. Il fallait apprendre assez vite à se fabriquer un abri, à faire la cuisine dans un espace très réduit, à accepter d'être vu et traité comme un réfugié et nous nous sommes adaptés car nous avons passé plus de deux ans et demi dans le camp de Byumba.

Ici à Kilolirwe la vie n'est pas rose. Nous manquons de houes et de machettes pour cultiver. Nous n'avons pas de nourriture mais certains d'entre nous vont louer leurs services aux populations locales qui leur donnent un peu de nourriture pour manger et parfois une peu de semence pour que dans les mois qui viennent notre situation s'améliore. Toutefois certains sont très démunis et manquent vraiment de tout.

Sur le plan sécuritaire, je pense que notre première sécurité ici à Kilolirwe consiste d'abord à trouver un peu de nourriture et dans un deuxième temps à collaborer avec les populations que nous avons rencontrées sur place pour renforcer notre sécurité physique. Les mauvaises idées ne manquent pas parmi les hommes mais à voir comment nous avons tous souffert, nous avons davantage à apprendre à vivre ensemble en harmonie.

Q. Quelle a été la réaction des populations locales quand elles vous ont vu revenir ?

Rachel. J'étais parmi le groupe qui a été accueilli par le feu gouverneur Léonard Kanyamuhanga à la frontière. Un camion nous a transporté jusqu'ici à Kilolirwe. La population locale nous attendait. Elle avait tout préparé : les paysans avaient réussi à faire une collecte, 80 sacs de haricots de leur propre stock, il y avait aussi de l'huile, du sel, voire même de l'herbe pour faire nos lits. A notre arrivée, les habitants de la zone de Rutshuru nous ont envoyé deux camions de colocase. Les autres populations des alentours ont continué à nous soutenir comme elles pouvaient . Nous avons reçu de la nourriture des populations aussi éloignées que celles de Gahira. Nous sommes en bons termes avec les gens d'ici. Nous faisons nos achats chez eux et ils acceptent parfois de nous donner un crédit jusqu'à ce que nous soyons à mesure de rembourser.

Q. Certaines agences humanitaires travaillant à Goma hésitent à vous venir en aide sous prétexte qu'elles craignent les réactions négatives des autres communautés locales. En vous entendant parler de l'accueil que les populations vous ont réservé je me demande d'où sortent ces rumeurs ?

Rachel : Même s'il y a des populations qui sont restées sur place, on pourrait aussi les considérer comme si elles étaient en exil au même titre que nous. Les gens qui possèdent un peu de nourriture aujourd'hui et qui sont mieux en comparaison avec les autres, sont ceux qui cultivaient le jour et allaient dormir en brousse la nuit. C'est ce genre de populations qui a rassemblé de la nourriture pour nous accueillir. A côté de ceux là il y a beaucoup d'autres qui sont aussi démunis que nous. Ils n'ont ni nourriture, ni houe ou machette, ni habits comme nous tous. L'aide qui nous parvient, nous essayons de la partager avec eux. Si aujourd'hui les humanitaires nous venaient en aide, nous devrions aussi partager avec ces autres populations démunies en attendant que nous ayons nos propres récoltes.

Q. Ceux qui hésitent à vous venir en aide jugent que les populations qui reviennent des camps au Rwanda sont les Tutsi qui avaient été expulsés du Nord-Kivu. Ils ont peur de réveiller la haine et l'exclusion qui sont à la base de leur exil et se demandent si la cohabitation ensemble est encore possible ?

Dativa. A l'heure où nous en sommes je ne peux que vous répondre sur la base de ce que je constate. Nous partageons le peu d'aide qui nous parvient avec les autres populations démunies qui sont restées sur place. Quand nous allons visiter nos champs sur les collines que nous habitons et qu'il arrive que la nuit tombe et que nous sommes obligés de loger en cours de route, les populations que nous croisons sont contentes de nous accueillir dans leurs maisons et de nous loger comme il faut. Ici à Kilolirwe, nous nous rendons

visite mutuellement avec les populations locales et jusqu'à présent je ne vois pas de problème.

Q. Ne croyez vous pas que les causes qui sont à l'origine de votre expulsion risquent encore de résurgir dans l'avenir ?

R. Nous avons fui une alliance qui s'était conclue entre les populations locales qui vivaient avec nous avec les Interahamwe venus du Rwanda. Mais aujourd'hui je remarque qu'il y a des Hunde qui viennent de Kahanga et nous apportent du jus de banane, des Hutu qui viennent d'aussi loin que de Goriba dans la forêt nous amènent des colocases. Le mal a été fait et quelque chose de terrible s'est passé entre nous. Mais le fait que les autres populations viennent nous voir avec des cadeaux, c'est un signe pour moi que nous souhaitons tous dépasser le passé et nous réconcilier et qu'il est possible de renforcer la sécurité pour nous tous et cohabiter pacifiquement. Les populations qui sont restées sur place ont aussi perdu beaucoup de membres de leurs familles et je pense que nous aimerions tous voir un terme à nos souffrances de façon durable.

Jacqueline. Toutes les ethnies confondues ici chez nous ont souffert de cette guerre. Que ce soit les Hutu, les Tutsi et les Hunde, ils ont tous perdu beaucoup de personnes et aucune ethnie ne semble avoir gagné quelque chose en excluant les autres. C'est cette souffrance qui nous unit tous et je pense qu'il faut l'utiliser pour construire une paix durable pour nous tous. Avec les populations locales qui nous ont accueilli nous nous invitons mutuellement et souvent discutons de notre passé récent et comment nous en sortir.

Dativa. Les Interahamwe qui nous avaient tués et chassés se sont retournés contre les autres populations locales et les ont massacrés. La question que tout le monde se pose, c'est comment nous aurions pu faire pour éviter cette guerre qui nous a tous endeuillés. Ce n'est pas tout le monde qui avait besoin de cette guerre. C'est la raison pour laquelle les populations sont contentes de nous voir revenir.

Q. En restant ensemble ici à Kilolirwe vous vous sentez en sécurité. Qu'en est-il de vos collines où vous habitiez avant ?

Rachel. La sécurité n'est pas totale. Mais ensemble avec les autres populations locales nous sommes en train de nous organiser pour voir comment nous pouvons renforcer notre sécurité. Le fait que les enfants des populations qui étaient restées sur place ensemble avec nos enfants s'organisent pour sécuriser cette région me fait espérer que la paix est possible. D'autant plus que les réfugiés rwandais continuent à sortir des forêts et sont conduits chez eux. Les irréductibles qui voudront rester dans la forêt pour continuer à nous terroriser seront les vrais ennemis des populations toutes ethnies confondues.

Q. Est-ce que les enfants qui s'organisent en défense locale ne vont pas demain se transformer en bandits qui vont se retourner contre vous, les parents, un fait qui s'est déjà passé ailleurs ?

Rachel. Nos enfants ne sont pas des soldats. Ils rentrent dans nos maisons et vivent avec nous. Nous essayons de les encourager à rester des enfants responsables. Et si Dieu le veut, j'espère que nous y arriverons.

Q. Votre chef de collectivité vient de s'installer parmi vous et une sorte de normalité est en train de se rétablir. Qu'en dites vous ?

Dativa. Le chef de collectivité vit effectivement non loin d'ici. Pendant les réunions qu'il organise, nous mettons nos idées ensemble sur comment renforcer l'unité entre nous. Il nous a affirmé que si nous parvenons à retrouver l'unité entre nous, nous aurions trouvé la clé aux problèmes qui ont déchiré notre région.

Q. Quelles leçons avez-vous tirées de ces années d'exil ?

Rachel. A part le fait que nous nous sommes tous rendus compte que l'exclusion ne mène à rien, nous avons appris à nous organiser en associations pour apprendre à maîtriser certains métiers tels la couture, la broderie, la tresse des nattes et autres produits artisanaux, etc... Nous parvenions à faire un peu d'argent avec ces produits. Ce qui nous permettait d'améliorer la qualité alimentaire pour nos enfants. Ici au Congo nous aimerions bien mettre en œuvre les connaissances acquises mais nous n'avons pas les moyens.

Q. A vous entendre parler, on a l'impression que vous étiez mieux dans les camps au Rwanda. Pourquoi finalement vous avez préféré tout abandonner et rentrer ici dans des conditions difficiles ?

Jacqueline. J'ai tout abandonné parce que j'en avais marre d'être traitée comme une réfugiée partout où je passais. Cependant j'ai beaucoup appris de ces années d'exil, notamment la valeur des choses. Par exemple, la terre d'ici chez nous est meilleure mais nous avons l'habitude de la gaspiller alors que là où nous étions au Rwanda la terre était moins bonne mais j'étais impressionnée par les récoltes que les cultivateurs peuvent en tirer. J'ai choisi de revenir pour pouvoir cultiver et chercher comment renforcer notre sécurité avec les autres populations locales.

Dativa. Dans les camps au Rwanda nous étions relativement bien traités mais nous manquions d'une chose: le droit à notre propre nationalité. Nous voulions rentrer au pays et chercher dans la mesure du possible la sécurité avec les autres populations locales. Si nous sommes rentrés c'est parce que nous voulions recouvrer notre droit à avoir un pays et un chez nous comme tout le monde.

Q. Est-ce que maintenant les autres populations vous reconnaissent ce droit à la nationalité ?

Rachel. Quand nous sommes arrivés, il y a eu une grande rencontre des notables de cette région. Ils étaient tous unanimes qu'il est de notre droit de revenir nous installer dans nos biens et de collaborer avec les autres populations que nous rencontrons ici. Au cours de la

réunion, il y avait un notable de Miyanja qui a dit que les bandes armées et les Interahamwe commençaient à couper les jambes et les bras des populations en disant aux victimes qu'ils sont en train de les habiller d'un maillot de corps. Ce notable était tout content de nous voir revenir car pour lui c'est un gage que la paix est possible. Je m'imagine difficilement qu'il désirerait nous voir renvoyés au Rwanda une seconde fois.

Dativa. Quand j'ai fui vers le Rwanda, je n'ai pas fui la population, j'ai fui les Interahamwe du Rwanda qui sont venus ici au Congo en proclamant haut et fort qu'aucun Tutsi ne doit avoir la paix, que nous sommes des étrangers. Cette propagande a été appuyée par certaines populations locales. Mais après notre expulsion, les Interahamwe se sont retournés contre ceux là même qui trouvaient normale notre expulsion. Ces derniers ont été massacrés, d'autres sont devenus des déplacés internes qui errent un peu partout dans leur propre pays. Finalement nous avons été tous déstabilisés au nom de l'exclusion, c'est peut-être un signe que nous devons maintenant travailler à notre unité pour construire ce pays en ruine qui nous appartient tous ensemble.

Jacqueline. Nous sommes revenus des camps du Rwanda après l'invitation des populations locales d'ici qui nous encourageaient à retourner en disant que l'ennemi qui nous a divisé n'est plus. Jusqu'à présent je n'ai pas l'impression que les populations qui nous ont accueillis ne sont pas sincères d'autant plus qu'elles se sont profondément investies pour chercher des voies de sortie ensemble avec nous tous.

Q. Quelle garantie avez vous que la guerre va se terminer et la paix revenir ?

Rachel. Sincèrement je crois que la guerre prendra fin un jour et que la vie sera possible. Car les populations locales qui acceptaient de collaborer avec les Interahamwe semblent essoufflées et aujourd'hui sont les premières à les dénoncer. Les Interahamwe sont en train de perdre l'appui des populations locales et notre retour semble doucement déterminer les gens qui hésitaient et tergiversaient dans leurs rapport avec eux. Ceux qui resteront dans les forêts sont ceux qui ont peur de rentrer chez eux au Rwanda à cause des massacres qu'ils y ont commis. Notre problème ce ne sont pas les populations locales qui ont toujours vécu avec nous, c'est plutôt les Interahamwe rwandais qui de plus en plus deviennent un ennemi commun à toutes les ethnies confondues.

Q. Qu'est ce que vous avez à dire à vos compatriotes qui sont toujours dans les camps au Rwanda ?

Dativa. Six années de vie dans les camps des réfugiés au Rwanda nous ont laissé un handicap majeur, celui d'une mentalité d'assistés. Nous avons acquis l'habitude de tendre la main pour recevoir sans rien faire. C'est vrai que nous avons la faim ici à Kilolirwe, mais l'important c'est de chercher la houe et la machette pour cultiver et nous sortir de cette mentalité de toujours tendre la main. C'est difficile, mais mon seul message à mes compatriotes vivant encore dans les camps, c'est de rentrer pour venir reconstruire avec les autres ce qui peut l'être. Qu'ils quittent la vie des réfugiés pour venir aider notre pays à se relever.

Q. Quand comptez vous regagner vos collines ?

Rachel. Une autre des leçons importantes que nous avons tirée de ces conflits depuis 1993, est que vivre dispersés n'est pas une bonne chose. Les gens que nous avons perdus étaient pour la plupart des familles qui vivaient isolées et quand elles ont été attaquées elles étaient vulnérables. Nous souhaitons construire ensemble dans un premier temps avant que la sécurité ne se rétablisse dans l'ensemble de la région et ceux qui voudront aller habiter leurs collines pourront le faire plus tard.

Interview avec Brigitte Ngezayo, Goma, Nord Kivu, 30 janvier 2001

Fin janvier 2001 nous avons eu un entretien avec madame Brigitte Ngezayo dans sa maison à Goma. Elle nous a expliqué son analyse de la situation et du rôle de la femme dans la région. L'entretien a été mené par Aloys Tegera et Christiane Kayser.

Question: Pouvez-vous nous expliquer comment en tant que femme de cette région vous vivez la crise que nous traversons depuis quelques années.

Brigitte: Pour répondre de façon approfondie à cette question il faudrait un mois! La situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui est vraiment catastrophique. Il est évident que comme toutes les femmes ici je vis très mal cette crise. J'ai toujours vécu ici et pendant ces dernières années j'ai observé la succession des événements qui ont plongé ce pays dans une crise sans précédent. Je puis donc vous affirmer qu'il est urgent de chercher des solutions pour en sortir et si vous le permettez je voudrais vraiment me concentrer dans cet entretien sur les domaines qui concernent la femme et son rôle en général d'éducatrice, de productrice des valeurs humaines dans une société. Parce que je crois fermement que la crise de mon pays prend racine dans la détérioration et l'abandon d'enseignement de valeurs dans l'éducation. C'est cela c'est le grand trou de notre vase de potentiel dans ce pays. Si nous voulons agir avec succès c'est d'abord à ce mal qu'il faudra s'attaquer.

J'ai été formée comme institutrice moi-même, l'éducation est donc ma profession. J'ai enseigné pendant quelques années, mais je ne pouvais pas en vivre. J'ai donc dû rejoindre mon mari dans les affaires. Je n'ai donc pas continué à enseigner mais j'ai créé quelques écoles que j'ai suivies de près ou de loin. J'ai vu ce domaine de l'éducation se détériorer d'une manière qui m'effraye jusqu'à ce jour. Je me dis que si on ne fait rien, on ne pourra rien rattraper.

Qu'est-ce qui s'est détérioré en premier lieu: ce sont les valeurs. J'en parle souvent aux femmes. Les valeurs humaines, morales ou traditionnelles, on les a perdues au long des années. Et les femmes ont un grand rôle, une grande responsabilité là-dedans. Peut-être que les femmes ont démissionné en tant que gardiennes des valeurs. Tout ce qui nous arrive aujourd'hui provient peut-être de cette déperdition de valeurs.

Question: Pouvez-vous nous situer dans le cadre global des souffrances des populations comment la dégradation des valeurs y a contribué, en spécifiant le rôle des femmes?

Brigitte: C'est vrai que la femme souffre comme tout le monde si ce n'est plus. En ce qui concerne l'éducation, ce n'est pas comme si il n'y en avait pas. Nous avons même des universités ici, nous avons une élite intellectuelle congolaise qui a fait les meilleures universités, mais ce qui manque à la base de tout cela, ce sont les valeurs. Aujourd'hui tout le monde sait que la corruption c'est mauvais, mais on le fait. Pourquoi? Les vieux comme nous, nous sommes encore choqués parce qu'on nous a appris dans notre jeunesse ce que la corruption pouvait faire comme dégâts. Mais imaginez un jeune homme qui est né dans les années 70. Je parle de ces années-là, parce que c'est vraiment à ce moment-là que l'on a vu les antivaleurs s'installer dans notre société. Ce jeune homme il grandit là-

dedans. Il va à l'école et il sait qu'en donnant un billet à son professeur, il va ramener un bulletin. Personne ne lui a dit que c'est mauvais. La corruption était tellement étendue dans notre société que même son père ne pouvait pas lui en parler et la mère encore moins. C'est là où je parle de la démission de la femme dans l'éducation des jeunes. Même des études dans les meilleures écoles avec les meilleurs matériels didactiques ne donnent rien s'il n'y a pas une base, un soubassement de valeurs.

Question: Quelles sont ces valeurs qui existaient ici dans la région, qui étaient son patrimoine culturel et qui sont laminées aujourd'hui?

Brigitte: On peut aussi se demander qu'est-ce qui nous a rendus pires que nos ancêtres. Il ya cent ans on aurait très rarement trouvé tant de personnes se plaindre d'avoir perdu leur procès par manque d'argent pour corrompre le juge. Il n'y avait pratiquement pas de chef traditionnel qui mentait publiquement ou qui volait sa population. Si vous avez le temps de m'écouter je vais vous raconter une petite histoire qui m'est arrivée et qui m'a marquée à ce jour. Quand j'avais sept ans je fus séparée de ma meilleure amie pour aller étudier dans une pension au Sud Kivu. Ce fut un déchirement. Toute l'année j'ai gardé pour elle une part de tout ce que je recevais avec l'espoir de lui apporter plein de choses que j'aurais apprises. Quand vinrent les vacances, je ne vis pas mon amie dans la foule qui m'accueillait au village et je m'empressai de poser la question à ma mère. L'explication était que son grand frère avait commis un vol et que cette famille avait dû quitter la région puisque la communauté ne voulait plus rien avoir à faire avec une famille qui abritait un voleur. La société était ainsi organisée. La loi était respectée et la vie humaine protégée. La famille était sacrée, la trahison fort sanctionnée. Une grande place était réservée au sens de l'honneur, à l'honnêteté et à la fiabilité. Et dans ce contexte les communautés arrivaient à vivre en complémentarité et en parfaite harmonie. C'était à la fin des années 50. Que constatons-nous de nos jours? L'impunité règne partout. La mère cache le butin que le fils a pillé chez le voisin. Des vies humaines sont détruites sur base de calomnies et de mensonges.

Question: Est-ce que notre société qui vit dans une région naturellement riche ne s'est pas aussi construite sur le vol bien caché, qui est devenu un vol institutionnalisé mais invisible?

Brigitte: Vivre dans une région naturellement riche est un privilège que chaque Congolais devrait apprécier. Malheureusement, des gouvernements irresponsables se sont succédés empêchant l'émergence d'une organisation socio-politique favorable à l'épanouissement des communautés. Les antivaleurs furent pratiquement institutionnalisées. C'est comme si on construisait sur du sable mouvant. Nous ne pouvons rien construire ici si nous ne commençons pas par établir des valeurs.

Question: Mais qu'est-ce qui a entraîné ce changement assez rapide? Qu'est-ce qui a fait que toutes ces valeurs se pervertissent?

Brigitte: Cela a changé petit à petit. D'abord il y a eu l'indépendance non préparée. La première chose qui a mal tournée c'est qu'après l'indépendance beaucoup de Congolais

ont cru que maintenant on était indépendants, on ne devait plus travailler. Comme les Belges nous avaient imposé le travail forcé avec la chicotte, indépendance pour les gens ici signifiait ne plus travailler. Mais l'amour du travail c'est une valeur. Mais cette antivaleur de ne pas travailler, de croiser les bras, est restée jusqu'à ce jour. Petit à petit, d'autres antivaleurs se sont installées. C'est comme une fissure qui s'agrandit imperceptiblement jusqu'à ce que ce soit trop tard.

L'absence d'un Etat de droit et l'impunité ont fait qu'au fil des années les antivaleurs ont pris le dessus et la décadence a suivi.

Question: Sans doute il est nécessaire d'analyser pourquoi cela a mal tourné et après on peut réfléchir à comment s'en sortir.

Brigitte: Parfaitement. Je vous ai donné la raison fondamentale du pourquoi. Maintenant je m'intéresse à savoir ce qu'il faut faire pour s'en sortir. Je ne crois pas vraiment avoir la réponse miracle mais je suis convaincue que sensibiliser les femmes, les préparer à retrouver leur rôle primordial d'éducatrice, de mère, d'institutrice, de soeur, de centre de la famille aidera. Cela préparera déjà l'enfant même avant d'aller à l'école, à apprendre un métier, à construire sur des bases solides. S'il n'y a pas ces fondements même cent ans d'aide humanitaire ne nous feront pas avancer. Si la femme doit éduquer, elle même doit avoir accès à l'éducation. Toute à l'heure Christiane me disait qu'il y a moins d'étudiantes dans les universités, beaucoup moins d'élèves filles dans les écoles secondaires et même primaires. C'est vrai, la situation économique fait que l'on met le peu d'argent qu'on a dans l'éducation des garçons. Ce n'est pas une bonne évolution. Il faut trouver moyen à ce que les filles aient une éducation. Je me dis aussi qu'on pourrait améliorer la qualité des écoles, en incluant par exemple un volet „valeurs“ dans le curriculum et dans les manuels.

Question: C'est un fait incontournable que dans cette crise les femmes se débrouillent mieux que les hommes. C'est elles qui font vivre les ménages. Quelles sont alors leurs capacités qu'on pourrait renforcer?

Brigitte: Les femmes font une multitude de choses pour la survie. Elles sont bien obligées de le faire. Mais pour moi une des plus grandes priorités pour les femmes reste leur rôle d'éducatrices. Ce la ne les empêche pas de faire aussi autre chose.

Question: La déperdition de valeurs existe partout dans le monde. Avec les nouveaux rôles que les femmes jouent ici, quelles sont aussi les nouvelles valeurs qui peuvent se dégager, qui correspondent aux réalités d'aujourd'hui?

Brigitte: C'est vrai que les valeurs se perdent partout et c'est bien triste. Les mamans ici doivent voir que si elles nourrissent leurs enfants avec ces fruits, ces antivaleurs-là, elles ne leur donnent en fait rien du tout. Et quand elles ne seront plus là, qu'est-ce que ces enfants vont devenir? C'est d'abord le fond qui nous manque, ce grand trou qu'il faudra boucher avec des valeurs. Tout le reste suivra. Vous savez, ici chez nous il y a moyen de survivre par ce que nous donne la nature. L'autre jour on me disait que nos rapatriés, les gens du Masisi qui sont revenus des camps au Rwanda et que l'on a installés à Kilolirwe

ne sont pas assez amaigris qu'ils ne meurent pas encore tous de faim, en dépit du fait qu'il n'y a pratiquement pas d'aide pour eux. Mais dans ce pays on n'aura jamais d'images comme en Ethiopie. Hier j'ai appris par exemple que la plante qui est derrière vous porte des fruits que l'on peut manger. Mais la fondation de ce qui peut se faire ici sont d'abord les valeurs et sans elles rien ne peut avancer.

La tragédie ici c'est que pour nous jeunes c'est le paraître qui compte et pas l'être. Quand je discute avec les étudiants je me rends compte que c'est le diplôme qui compte et pas ce que l'on est. Et le diplôme on peut l'acheter....

Les antivaleurs sont partout. L'impunité est un des plus grands fléaux. L'autre jour, ici juste en face de nous, mon mari qui nageait dans le lac a vu comment une femme a été violée par un militaire. On a couru aussi vite que l'on a pu pour la secourir. On a essayé de faire poursuivre le militaire, mais jusqu'à ce jour pas de résultat. L'impunité est reine. La société accepte le viol des femmes et bien d'autres crimes. La femme ne va rien avoir si elle ne creuse pas les racines de ce mal. On a diabolisé le concept d'émancipation de la femme, mais moi je dis toujours aux femmes que suivant le dictionnaire s'émanciper veut dire se libérer. La femme doit se libérer de l'ignorance, elle doit s'éduquer et connaître ses droits et ses devoirs envers la société et envers son peuple. Elle doit participer à la gestion de la chose publique et contribuer à cela. Pour cela elle doit quand-même être éduquée.

Question: Mais comment peut-on arriver à cela à partir de la situation d'aujourd'hui. Il y a la guerre maintenant. Combien de femmes décident de cette guerre?

Brigitte: Si la femme éduquait ses enfants comme il faut elle déciderait s'il y a guerre ou non. Vous savez ce qui se passe avec cette guerre? Les fils aînés sont partis avec la première guerre en 1996, ils sont de l'autre côté à Kinshasa. Maintenant en 1998 on fait une deuxième guerre ici et le petit frère s'enrôle pour aller combattre son grand-frère là-bas. A un moment donné il y a quelque chose qui ne va pas. Mais ce n'est pas seulement celui qui prend l'arme qui décide, c'est aussi celui qui cautionne ces choses-là. Si la femme ne dit rien, elle cautionne... Les femmes doivent se mobiliser si elles ne sont pas d'accord, les femmes qui sont à Kinshasa, les femmes qui sont au Kivu et même celles qui sont à l'étranger. Les femmes ont toujours un rôle, si elles ne disent rien, elles cautionnent.

Question: Cette guerre se prolonge. Qu'est-ce que les femmes peuvent faire pour qu'elle s'arrête?

Brigitte: Je ne vais pas parler pour les femmes, je vais parler pour la femme que je suis. Après l'expérience de trois années de guerre, moi je pense que cette guerre n'est pas une solution. En utilisant les armes on a réussi à aller nulle part. On en est toujours au même point, on se bat. Cela peut encore durer vingt ans, même cinquante ans. En tant que femme, moi je m'oppose à la guerre. Je veux travailler pour la paix à partir de tout de suite et je vais commencer dans ma famille, dans mon entourage, je vais faire tout mon possible pour que les gens s'entendent. De fait c'est ce que je suis en train de faire. Si chaque femme le fait dans son voisinage nous allons tous nous tourner vers la paix. Si on ne sait pas ce qu'il faut faire on peut déjà identifier ce que l'on fait mal et abandonner ces

attitudes de haine. Ce serait déjà la moitié du chemin. Il faut développer une nouvelle culture.

Question: Il y a ceux qui disent que cette guerre est surtout influencée par des gens de l'extérieur et non pas par les Congolais, que la guerre peut s'arrêter demain, si ceux de l'extérieur le veulent. Qu'est-ce que vous en pensez? Pour pouvoir travailler pour la paix, il faut aussi analyser d'où vient la guerre.

Brigitte: Ou bien les gens ont une mémoire très courte, ou bien ils veulent se rappeler seulement de ce qui les avantage. C'est très difficile qu'un étranger se lève un beau matin, qu'il prenne son fusil sur l'épaule et qu'il vous fasse la guerre. Il faut peut-être aussi regarder un peu en arrière, un peu avant que cette guerre n'éclate. Comment nous sommes-nous comportés vis-à-vis de ces étrangers-là? C'est là qu'il faut aller chercher. Nous n'avons pas toujours été justes. En tout cas, en grande partie nous avons provoqué cela, d'abord en entretenant un pouvoir qui était délabré depuis longtemps, une mauvaise gouvernance, en entretenant ces antivaleurs dont je parlais. Par exemple de s'attaquer à de paisibles villageois dans le Mulenge ou à Masisi, de commencer à tuer leur bétail, de parler de biens sans maîtres, de chasser une partie d'entre eux. On a peut-être pensé que ces gens-là allaient partir et que l'on n'allait plus jamais entendre parler d'eux et que nous on allait rester ici, bien confortablement. Et maintenant, en expliquant la guerre, on veut oublier cette phase de l'histoire et commencer par là où il y a eu une réaction! Non! Pour pouvoir vraiment reconstruire nous devons reconnaître ces erreurs.là et ne plus jamais les répéter. Moi, je crois que les Congolais en tant que tels ont déjà beaucoup de complicités dans cette guerre. Il serait malhonnête de vouloir trouver un bouc émissaire quelque part.

Question: Vous avez parler de mauvaise gourvernance. Quelle serait alors la bonne gouvernance et comment y arriver?

Brigitte: De tous les systèmes que j'ai vus, la démocratie semble marcher le mieux. Elle peut prendre des formes différentes selon les pays, mais pour avoir la bonne gouvernance il faut la participation des populations. Par exemple pour les interviews de „Regards Croisés“ vous vous mettez à l'écoute des gens et vous les faites participer. Sans une participation des populations il n'y aura pas de bonne gouvernance.

Entretien avec les femmes du Comité du 8 mars de Butembo, Nord Kivu

Le 31 novembre 2000 nous avons rencontré des femmes Nande à Butembo pour nous entretenir avec elles sur leur situation.

Elles représentent chacune une des grandes organisations ou réseaux de femmes du Grand Nord. Elles sont organisées ensemble dans le Comité du 8 mars.

Il s'agit de :

- *Sabine Kasivika, COTEDER, Conseil Technique pour le Développement Rural*
- *Céline Nzolire, AFPSC, Association de Femmes pour le Progrès Social et Culturel*
- *Georgette Kibendelwa, AFPSC*
- *Luthgarde Sambo, IFED, Intégration de la Femme au Développement*
- *Thérèse Kavuo Vanayeko : Présidente de l'Association des Mamans Commerçantes du Congo (AMACO) / Butembo.*

L'entretien a été mené en kinande et traduit en français par le professeur Kisangani Endanda de Pole Institute.

Question : Que pouvez dire de la crise actuelle ?

Thérèse :

Que peut-on dire de la crise ? Elle est très profonde et nous les femmes sommes les plus concernées. Ce qui ne nous décourage en rien. Voyez comment les femmes transportent des légumes, des poireaux de Magheria pour venir les vendre au marché ici à Butembo. C'est dur, mais elles le font depuis longtemps pour constituer un revenu, nourrir la famille et faire étudier les enfants. S'il y a crise, ce n'est pas parce que les gens ne travaillent pas. Mais après tant de peine pour les études de leurs fils, les femmes d'ici ne comprennent pas comment par la suite leurs fils peuvent devenir des „femmes“ d'autres hommes comme eux tel que Museveni ou Kagame. C'est un véritable scandale.

Pourquoi les politiques continuent-ils à ignorer la voix des mamans qui les ont fait téter et qui les ont déjà plusieurs fois avertis qu'ils étaient engagés dans une alliance infernale.

Comme vous les hommes êtes incapables de conduire le pays, laissez alors nous les femmes le faire.

Tenez; en pleine réunion dans la salle de la FEC, nous avons posé la question de savoir combien il y avait de recettes mensuelles en moyenne par mois pour le compte du trésor public. Ils nous ont dit sans honte que c'était 400.000 usd. Nous avons alors demandé s'ils ne peuvent partager ce montant en deux, une moitié pour le fonctionnement de l'appareil étatique et la guerre comme ils aiment se battre, et une autre moitié pour arranger la route vers Kisangani pour que les opérateurs économiques qui créent ces recettes puissent opérer sur Kisangani. Tout cela semble avoir été ignoré.

Tout au début ils nous ont dit qu'ils ont cherché des alliés pour les aider à se battre. Ils ont utilisé la métaphore suivante : „lorsqu'un voleur menace d'entrer dans la maison, vous appelez les voisins pour vous aider à le chasser“.

Mais aurais-je besoin des voisins si j'ai des enfants et que je les nourris bien de manière à ce qu'ils soient solides sur pied pour chasser ce voleur. Et si certains de mes enfants se battent entre eux dans la maison, qu'est-ce qui m'empêche de réveiller leurs frères aînés

pour séparer leurs petits frères qui se battent plutôt que d'aller chercher le voisin qui peut venir semer la zizanie pour prendre nos biens et qui peut nous tuer tous.
Voilà d'où vient la crise à mon avis.

Sabine :

C'est triste. Les politiciens nous font honte à force de chercher à gagner de l'argent. Des femmes s'épuisent jusqu'à avoir des bosses au dos pour faire étudier des gens. Comment par la suite peuvent-elles tolérer d'être dirigées, dominées par une personne étrangère alors qu'elles ont eu des fils et qu'elles ont traîné dans la boue pour que ces fils fassent de bonnes études. Il n'y a pas de différence avec les temps où le colonisateur était ici, encore que le Belge se servait mais payait au moins des salaires !.

Georgette : Après que nous ayons meublé les têtes de nos enfants de tant de science, l'étranger vient prendre toute notre richesse, par surcroît nos propres fils l'aident à se servir à pleines mains ! C'est le comble.

Luthgarde :

En plus d'accepter d'être les „idiots“ de l'étranger, ils mettent en danger la vie de leurs petits frères restés au village en les recrutant dans l'armée, ou alors eux aussi indignés se font Mayi Mayi dans l'espoir de pouvoir chasser les troupes étrangères. C'est donc les leaders qui créent les Mayi Mayi, et en même temps les dits soldats : deux groupes de frères qui se battent et s'entre-tuent, divisés en deux camps. C'est le peuple Munande qui va disparaître. Tout cela paraît commandité de l'extérieur mais réalisé par nos propres enfants. Nous vieillissons et les jeunes meurent.

Question : Mais les enfants suivront-ils aveuglement cette logique ?

Thérèse :

Tout commence par les parents. Les nôtres nous disaient déjà qu'il faut rester vigilants par rapport aux gens du Rwanda. Peut-être y-a-t-il un plan bien réfléchi d'éliminer notre peuple, plan dont nos politiciens sont complices et qu'ils exécutent consciemment ou inconsciemment.!

Sabine :

Nos intellectuels ou leaders ne travaillent pas comme des gens qui ont été instruits. Nos grands-pères qui ont tracé la route ont fait du bon travail dont nous jouissons encore aujourd'hui. Mais les leaders actuels, hautement diplômés semblent inférieurs à nos grands-pères. Même la route que nos grands-pères ont tracé est en train de disparaître.

Kisangani:

Mais n'arrive-t-il pas souvent aussi dans une famille où le papa est soûlard qu'on trouve certains enfants qui développent une attitude opposée à celle du père. C'est dire que les enfants de demain ne seront pas nécessairement suiveurs de leurs aînés que vous jugez perdus et dangereux. Il faut prendre en considération d'ailleurs que les leaders eux aussi peuvent se tromper...

Thérèse :

Soit. Mais le Congo, c'est comme une belle femme que tout le monde veut prendre dans son lit. Si tu épouses une telle belle femme, que vas-tu faire ? Nous savons que c'est là notre problème. Vous aurez beau la surveiller, mais il y aura toujours le risque qu'on la prenne lorsqu'elle va au marché, à la source, etc. Pouvez-vous me dire ce que vous pouvez faire en tant qu'homme ayant épousé une telle femme ?

Kisangani :

J'essaierai de gagner sa confiance. Et puis elle est aussi une personne qui devra savoir qu'elle a décidé de se marier à un homme ...

Thérèse :

J'ai donné cet exemple à cause de l'importance de l'engagement pris. Il faut que l'homme et la femme établissent un accord clair auquel ils seront fidèles. Dans le cas du Congo, si les cadres restent fidèles au Congo, les étrangers ne trouveront personne à utiliser ou à envoyer. Les leaders doivent donc savoir qu'ils sont „mariés“ au Congo et n'ont pas droit à l'infidélité. Mais les jeunes d'aujourd'hui deviennent vite infidèles face à l'argent, à l'appât du gain : une proposition de dix mille dollars est déjà suffisante pour plusieurs des cadres d'aujourd'hui. Certains avaient pourtant de bons postes, mais ils ont préféré commencé une rébellion pour avoir mieux. Pourquoi ne peuvent-ils pas se satisfaire de ce qu'ils ont déjà ?

Georgette :

Vous avez dit que le leader peut se tromper. Soit. Mais certains s'engagent expressément dans „l'erreur“ pendant qu'on leur répète avec insistance qu'ils se trompent. Mais, une fois au pouvoir, le leader ignore souvent ce que dit la base, les conseils de ceux qui ne sont pas ses courtisans. Il se croit déjà en train de danser avec les anges au ciel et il se convainc qu'il ne peut plus revenir sur terre.

Mais sourd à ce que dit la base, il va tomber dans le piège, malheureusement en nous y entraînant avec lui. C'est cela qui nous met en colère : quel est cet espèce d'homme qui n'écoute aucun conseil, pas même celui de celle dont il a tété le sein !

Thérèse :

C'est même vous les intellectuels qui enseignez la géographie aux enfants et qui donc leur parlez des frontières, des pays différents, des capitales différentes, etc. Comment pouvez-vous me faire comprendre par la suite qu'il n'y a pas de frontière alors que en cette période nos politiciens vont à Kampala chercher des solutions à leurs contradictions et pour décider sur ce qui nous concerne ici chez nous ?

Céline :

Comme les autres viennent de le dire, la faute n'est pas au voisin, mais à nos enfants, en se laissant utiliser par n'importe qui, aller n'importe où comme des femmes libres. Les insatisfaits en quête de poste ne peuvent qu'être les proies faciles des étrangers qui trouvent une route favorable à leurs ambitions. C'est vrai qu'on peut se tromper. Mais lorsque cette guerre a commencé, même les illettrés ont vite compris que rien n'était clair et qu'il y avait erreur de revenir avec des gens utilisés par Kabila ou qui avaient utilisé ce

dernier et qu'il venait de décider de rapatrier. Les cadres peuvent-ils encore dire qu'ils se sont trompés alors que ceux qu'ils dirigent ont perçu cela bien avant ?

Thérèse :

Tout au début de leur aventure, Zaidi Ngoma, alors Président du RCD est venu ici nous sensibiliser à donner nos enfants pour la formation militaire. Lors d'une rencontre à l'Auberge, nous lui avons dit à peu près ce qui suit.

„Avant vous, Kabila nous avait demandé la même chose pour aller chasser Mobutu. Nous avons donné à Kabila nos fils Paluku (premiers fils), nous lui avons donné beaucoup de nourriture, des milliers des mètres cubes de carburant, et beaucoup d'argent. Quelques mois après qu'il ait pris son pouvoir, vous aussi vous arrivez pour demander les autres fils. Si nous vous donnons les petits frères Kambale (les puînés) qui sont restés, ils vont aller se battre contre leurs aînés, s'entre-tuer avec leurs frères aînés qui les ont précédés; tout cela pour installer des chefs qui eux envoient leurs enfants à l'étranger alors qu'ils font tuer les nôtres. N'est-ce pas que ce Kambale va aller tuer Paluku pendant les combats.

Vous qui savez compter, combien d'enfants y-a-t-il dans le sein d'une femme ? Nous aussi nous aurions voulu mettre un enfant aux études en droit à l'université, un au séminaire, un autre en médecine, etc. Vous voulez qu'ils soient tous militaires pour qu'ils meurent pour vous! Le fameux Zaidi Ngoma aura tout de même le courage de démissionner plus tard. Mais après avoir entraîné nos enfants dans son aventure, il les y a laissés ! Vraiment ces politiciens ...!

Céline :

Tout cela c'est un manque de maturité de nos leaders. Voilà des gens qui s'amènent en 1998 avec des troupes. Nous demandons aux nôtres qui se retrouvent dedans ce qui se passe. Ils nous diront „nous allons chasser Kabila. Nous sommes avec des grandes puissances pour le chasser“. Soit, mais que reprochaient ces Américains à Kabila ? On nous dira qu'il est incompetent, qu'il ne peut être le leader de l'Afrique centrale. Nous nous sommes alors demandé comment les enfants d'une famille peuvent se laisser convaincre par le papa d'une autre famille que leur papa n'est pas le mari qui convient à leur mère ni le papa qu'il leur faut !

Nous reprochons aux leaders congolais engagés dans la rébellion leur manque de maturité politique.

Luthgarde :

...Oui et nous les condamnons pour leur opportunisme.

Georgette :

Comme vous êtes Professeur d'Université et un homme comme eux, peut-être qu'ils peuvent vous écouter; dites leur que le chômage ne tue pas nécessairement ici chez nous. Un d'entre eux a démissionné. Il est ici. Sa famille n'est pas morte. Qu'ils n'aient pas honte de démissionner.

Céline :

Toutefois je refuse d'accepter que ces gens démissionnent après qu'ils aient accepté d'être complices dans cette guerre. Ils doivent d'abord participer au retour de la paix.

Sabine :

Qu'ils sachent qu'ils doivent savoir se concerter entre eux et écouter plus souvent la base, discuter avec elle et pas seulement agir selon la seule idée qui leur vient à l'esprit ou que leur suggèrent leurs alliés ou leurs courtisans souvent intéressés.

Thérèse :

Oui, qu'ils sachent que la solution à nos problèmes n'est pas à Kampala ou à Kigali, et que nous aussi nous ne manquons pas d'idées. Nous les illettrés, nous ne comprenons pas comment des intellectuels d'un pays riche et qui a beaucoup de cerveaux compétents, des papas et des mamans sages et organisés; comment peuvent-ils se convaincre que c'est au Rwanda ou en Ouganda moins nantis en ressources et en capitaux, qu'il y a lumière pour nos problèmes au Congo ? Ils ressemblent à ces enfants qui laissent des beaux plats succulents sur leur table pour aller mendier chez les voisins.

Luthgarde :

En fait les hommes ne sont-ils pas vraiment un peu des étourdis ! En effet ne laissent-ils pas des bons lits avec matelas et draps propres et parfumés préparés par leurs épouses pour aller passer une nuit sur une natte à même le sol avec une femme légère ! N'ont-ils pas le même comportement dans le monde politique ! On les voit avec des costumes nous dire „nous allons à Kampala, nous allons à Kigali“. Et ils laissent les autres Congolais auprès de qui ils peuvent être mieux édifiés.

En effet, ne sommes-nous pas en guerre, mais n'envoyons-nous pas des bananes, de l'huile, des minerais exploités par nos mains, etc. au Rwanda et en Ouganda alors que la guerre perturbe nos activités ?

Vraiment il est temps que les femmes ne soient plus écartées, que la société civile soit écoutée...

Sabine :

Vraiment nous avons pleuré devant le drame qu'a connu la ville de Kisangani où les troupes étrangères rwandaises et ougandaises se sont complu à expérimenter sur la ville une guerre totale jamais vécue en Afrique : 6.200 bombes en six jours sur des maisons où ils savaient qu'ils y avaient des hommes, des familles, sur des écoles où ils savaient qu'il y avait des élèves et des enseignants tous surpris par une guerre qui n'avait pas été annoncée. Mais combien de nos soi-disant leaders congolais engagés dans la rébellion ont élevé la voix pour dénoncer cela tout haut ! Hélas, certains en ont même fait un sujet de fierté en s'attribuant une „victoire“.

Kisangani :

Maintenant que nous venons de faire ce tour d'horizon, quelles sont les propositions de solution ? Comment pensez-vous que nous puissions sortir de cette crise ?

Luthgarde :

D'abord que les leaders rebelles se libèrent de leurs parrains. Ils devraient revenir chez eux. Que le gouvernement de Kinshasa et tous ces rebelles se mettent autour d'une table de concertation pour se dire ce qu'ils se reprochent et pour organiser le pouvoir.

Céline :

On a déjà prévu un cadre pour que ces gens se concertent : le dialogue national prévu dans les accords de Lusaka. Mais moi j'ai lu ces accords. Certes ils parlent de cessez-le-feu et nous en avons bien besoin. Mais je ne comprends pas le lien qu'il y a dans les accords entre la guerre et la question de la nationalité. Si chaque tribu devait faire la guerre pour placer le sien comme Président, il y aurait plus de quatre cent guerres.

Un autre problème est que selon ce texte les Congolais vont se concerter pendant que les troupes étrangères seront encore sur le territoire national, et donc ils seront sous une contrainte possible des ces étrangers.

Question :

Si nous revenions sur la situation locale ici. Que faire selon vous en tant que femme ?

Thérèse :

On ne sait plus ce qu'on doit faire tant qu'on est sous la botte de l'étranger. Même dans des secteurs aussi ordinaires que la route, le parc des Virunga ou les affaires, vous pouvez essayer de vous organiser, mais ceux qui ont le pouvoir armé peuvent vous en empêcher. D'abord cette armée ougandaise est pleine d'éléments indisciplinés et met en danger les vies de nos populations. Dans le sud de Lubero, ces Ougandais refusent de combattre les interfaçage, les milices rwandaises, quand on vient leur dire que ces derniers viennent d'attaquer un village. Ils ne veulent pas s'attaquer pas à ces milices qu'ils considèrent comme des réfugiés! Ils ont même empêché les populations de constituer leurs forces d'autodéfense locales contre les intarahamwe !

Sabine :

Si nos politiciens locaux pouvaient nous laisser tranquilles et nous laisser faire notre travail de développement et d'éducation des masses dans la sécurité, ce serait un grand pas. Car c'est ce travail qui peut faire comprendre aux gens la réalité et amener les gens à ne plus se laisser tromper et à s'engager inutilement dans les mouvements mai-mai qui en définitive insécurisent nos milieux ruraux. Par ce travail nous pouvons faire remonter les questions et les idées de la base vers ceux qui se disent leaders du peuple.

Question :

En d'autres termes vous faites un travail de consolidation de la société civile en renforçant le rôle de la femme. Mais les femmes d'ici sont-elles suffisamment organisées pour réaliser ce travail ?

Sabine :

Nous avons toujours travaillé dans ce sens et plus récemment depuis quelques années nous avons profité de la journée internationale de la femme pour sensibiliser à fond les femmes de nos milieux ruraux même jusqu'au lac. Cela nous a servi de fondation pour instituer des comités dits „Comités du 8 mars“ qui constituent une sorte de réseau et de

lieu d'animation. Ce qui a renforcé l'entente entre les femmes et entre les organisations des femmes par-delà des différences idéologiques. Même les femmes associées au mouvement RCD sont avec les autres femmes. D'ici 10 ans, nous aurons beaucoup fait pour l'avenir de cette contrée.

Mais les hommes, les autorités, ne nous laissent pas facilement avancer.

Thérèse :

Par exemple au cours de notre messe pour cette journée du 8 mars, journée internationale de la femme, des gens du pouvoir et l'armée ougandaise ont cherché à enlever la femme qui avait lu le message de la femme prévu à cette occasion et celles qui étaient supposées avoir rédigé ledit message pourtant modéré à notre avis.

Sabine :

En tout cas il y a trop de confusion. Il faut absolument que nos leaders politiques se concertent et agissent en faveur des populations.

Interview avec Théodosie Kasivita de l'ONG UWAKI à Butembo, Nord Kivu

Le 30 novembre 2000 lors d'un séjour à Butembo nous avons fait une interview avec Théodosie Kasivita qui représente une des grandes ONG des femmes rurales, UWAKI (Umoja wa Wana wake wakulima wa Kivu / Nord-Kivu). L'interview a été menée en kinande et traduite en français par le professeur Kisangani Endanda.

Question :

Pouvez-vous nous expliquer d'abord quel est votre travail ?

Réponse :

Merci. Moi je suis membre et agent de UWAKI. Je m'occupe essentiellement du travail sur terrain avec les associations féminines paysannes dans des domaines comme les échanges, la formation, etc. Vous savez que Uwaki est une organisation de développement qui s'intéresse à l'encadrement des femmes paysannes pour la promotion de leurs conditions de vie. Elle agit notamment dans le cadre de la formation de la femme en rapport avec ses activités agricoles, d'élevage et de gestion de l'environnement, de la santé et de la protection mère-enfant. Formation que nous doublons d'une éducation politique et civique pour ses droits. Nous fonctionnons dans le grand nord depuis 1986 avec trois principales antennes : Kanyabayonga, Butembo et Beni.

Question :

Vous semblez très actives sur terrain. Quelles sont vos moyens pour réaliser vos objectifs et vos programmes ?

Réponse :

Nous avons deux principales sources des moyens. D'abord l'autofinancement par les cotisations des groupements des membres et les revenus que nous tirons de certaines de nos activités, notamment les dépôts villageois des vivres dans les antennes pour constituer une force vente. Ensuite les apports de divers partenaires qui participent à l'un ou l'autre de nos projets. Malheureusement plusieurs de nos activités sont paralysées depuis les récentes guerres dites de libération : celle de l'AFDL et celle du RCD. En effet toute la vie économique est aussi pratiquement paralysée. Les attaques des forces et groupes armées (combattants divers dont les des Interahamwe dans le sud du territoire de Lubero, des Mai-Mai un peu partout, et des rebelles ougandais communément appelés NALU dans les montagnes frontalières de Ruwenzori) déstabilisent les groupement paysans et leur rythme de vie.

Question :

Depuis les guerres, comment évoluent vos relations avec vos partenaires ?

Réponse :

Ils ont d'abord réduit leurs interventions et presque arrêté celles-ci à cause de l'insécurité, nous disait-on. Apparemment certains des partenaires envisagent de reprendre si nous

considérons les récentes visites de leurs délégués sur terrain ici pour voir ce que nous étions devenues.

Question :

Comment survit votre association sans les partenaires ?

Réponse :

Nous continuons à nous débrouiller avec nos maigres moyens locaux, avec nos intelligences et nos énergies, et surtout à maintenir les contacts et les appuis mutuels entre groupements féminins paysans pour soutenir les plus touchées par les catastrophes humaines de la guerre : les femmes et les familles déplacées, dépouillées, agressées dans leurs droits, etc. Nous avons compris que c'était le moment où nous avions le plus besoin de nous unir pour la survie collective.

Question :

Mais alors comment la femme s'explique cette crise qui la paralyse dans un élan qui apparemment était déjà bien parti ?

Réponse :

Pour la femme du Grand Nord, cette crise ne s'explique pas ou tout au moins elle est difficile à comprendre. C'est ainsi que la femme se demande d'où vient la crise. Elle la vit un peu passivement; elle la subit. D'où elle vient, quelle est sa finalité, où elle va nous conduire ? Autant de questions que la femme se pose et qui sont sans réponses claires pour elle. On dirait qu'une sorte de folie s'est emparée brusquement des hommes.

Question :

Si les femmes ne peuvent s'expliquer la crise, tout au moins elles la décrivent. Comment la décrivent-elles ?

Réponse :

Pour les femmes d'ici chez nous, cette crise est plus économique que politique. En effet les causes ne se retrouvent pas chez nous, les acteurs de cette guerre sont des personnes extérieures qui viennent pour des visées économiques. Ils se font aider par des nationaux qui ne savent pas très bien ce qu'ils veulent du moins tel qu'ils essayent chaque fois de s'expliquer sur les antennes de nos radios locales. En plus, ils se lancent dans des conflits terribles de leadership et de pouvoir entretenus par l'autorité ougandaise en ce qui nous concerne ici. Chaque faction a son armée ou son officier ougandais, sorte de petit potentat. L'exemple le plus frappant et le plus déconcertant est la mise en place d'un certain Lumbala qui règne sur un petit territoire à Bafwasende sous l'instigation d'officiers ougandais qui y font main basse sur tout produit minier. L'avenir de notre pays n'est pas à l'ordre du jour.

On peut donc décrire la situation comme une situation de pillage de ressources de notre pays. Si la crise était politique il y aurait déjà une solution. Visiblement les acteurs ne veulent pas qu'il y ait une solution comme pour continuer à piller les ressources. La preuve est que pour tout problème local dont la solution peut être trouvée rapidement ici, on oblige notre soi-disant leadership, ou peut-être ce sont eux qui se croient obligés de

recourir à l'autorité ougandaise qui complique à souhait le problème selon ses intérêts. Le comble est que même pour un petit problème comme la fixation des prix ou l'aménagement d'une route il faut aller en Ouganda pour une sorte d'aval. C'est absolument ridicule!

Tout cela ne fait qu'accentuer la misère des familles : les prix grimpent : un seau d'haricots dont le prix variait entre 1 et & 1,5 USD revient aujourd'hui à plus de 3 USD.

Question :

Si la crise est le fait d'acteurs extérieurs comme vous le dites, les acteurs locaux seraient-ils donc innocents ?

Réponse :

J'ai déjà dit qu'ils étaient utilisés : ce sont des marionnettes qui ignorent ce qu'ils font; mais ils semblent avoir leurs propres stratégies que la femme n'arrive pas à percevoir clairement car pour elle, elle ne voit pas à quoi tout cela rime quant à la survie de la famille et du monde paysan fortement paralysé; bientôt ce seront les villes et cités. Peut-être est-ce le chômage et la misère qui les entraînent sur cette piste de dépendance dans l'espoir d'obtenir quelque chose, un poste et donc un travail, de l'argent et un pouvoir ! Certains acteurs économiques locaux tirent profit de la crise. L'anarchie profite à certains tout comme à ceux du domaine politique qui peuvent voler le trésor public et qui ne paient pas les agents de l'État ni même leurs propres militaires. Mais plusieurs souffrent terriblement de la situation.

Question :

La femme ne reste sans doute pas les bras croisés face à tout cela. Comment les femmes se débrouillent-elles dans cette crise ? Quelles pistes d'action sont développées par Uwaki ?

Réponse :

La situation est très difficile, les activités étant quasi-paralysées dans plusieurs contrées. Les déplacements des populations sont venus compliquer la situation. Il leur est devenu difficile de suivre leurs activités agricoles. Les groupes de combattants divers attaquent et pillent les villages et les fermes; les forces armées dites régulières arrivent et chassent les populations vers la route principale sous prétexte de pouvoir mieux contrôler les mouvements des groupes armés. Les paysans abandonnent alors leurs champs.

Nous avons développé un certain nombre de stratégies :

- assurer un appui moral à la population sinistrée en restant avec elle, en marquant une présence qui redonne quelque espoir;
- promouvoir les cultures à cycle rapide pour améliorer tant soit peu la sécurité alimentaire;
- servir d'interface avec les organismes d'intervention humanitaire pour un appui aux familles directement sinistrées qui sont maintenant des milliers dans cette partie du pays très peuplée. Je citerai par exemple PAM (Programme alimentaire mondial), AAA (Agro-action allemande), CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), etc. Ils fournissent des vivres, des semences et d'autres formes d'aide, le tout en quantité nettement insuffisante face aux besoins. Nous avons par exemple

entrepris diverses démarches pour des interventions sur des épidémies qui se sont déclarées dans divers milieux d'ici;

- organiser diverses rencontres auxquelles nous avons associé des représentantes d'organisations féminines d'ailleurs, comme du sud de la Province, qui ont une plus longue expérience en matière de gestion de la survie en situation de crise prolongée. C'est ce que nous avons fait lors de notre dernière assemblée générale de l'Uwaki.

Il faut reconnaître que, même déplacée, la femme d'ici chez nous continue à s'activer remarquablement pour la survie dans les nouveaux sites de vie de la famille : elle travaille, elle vend ses services, elle se débat pour se créer une petite activité, etc.

Le paradoxe est que quelquefois les populations sinistrées nous perçoivent comme des complices de leurs bourreaux du fait qu'elles ont l'impression que nous faisons peu pour qu'elles rentrent vers leurs sites de vie habituels. C'est pénible pour nous car cela nous dépasse.

Pour ce qui est de la femme non déplacée ou résidente dans des cités - car il y a beaucoup de cités ici chez nous - nous avons encouragé les petites activités de survie comme les petits potagers, le petit élevage, le petit commerce, les transactions d'approvisionnement des cités en produits vivriers à partir des marchés périphériques des milieux ruraux. Évidemment les embuscades sont nombreuses, les victimes aussi; mais les femmes persistent jusque là.

Question :

A vous entendre parler, ce mouvement des populations dans cette contrée montagneuse à forte densité démographique doit poser des nombreux problèmes inédits ?

Réponse :

Effectivement. Un exemple est que presque toutes les ONGD du grand nord se sont impliquées dans un processus de rééquilibrage de la densité démographique par des projets d'installation des familles vers les espaces du terroir de Beni - Lubero à densité relativement plus faible et qui sont généralement situés à l'ouest, contrée forestière mais jouxtant les axes de circulation des groupes armés (de Bunyakiri au Sud-Kivu à Walikale et Lubutu via Masisi et Rutshuru; points de contact avec le Rwanda : origine et destination finale des miliciens armés rwandais). Ces espaces de repeuplement sont les plus touchés par les attaques et les populations remontent vers les altitudes avec tout ce que cela pose comme problème dans le présent et pour l'avenir.

Question :

Toute cette activité requiert une organisation, des capacités nouvelles. Dans la crise sous sa forme actuelle, que font les organisations féminines en cette matière, en l'occurrence Uwaki ?

Réponse :

Comme stratégies nous avons commencé à organiser des ateliers de réflexion sur l'implication dans la recherche de la paix parce que nous avons constaté que depuis que cette crise est là, ce sont les hommes qui décident; et nous nous sommes là comme des simples victimes. On se demande ce que font les hommes ! Nous cherchons à être associées à la recherche des solutions car en définitive que ce soit nous, les femmes, ou

les hommes, personne ne comprend très bien ce qu'il en est : d'où vient la crise, quels en sont les soubassements, etc.

Nous croyons qu'avec ces ateliers de réflexion, la femme va avoir une vision de la crise parce que nous ne connaissons pas exactement en quoi consiste cette crise. Et nous croyons que si par exemple on pouvait avoir des moyens, qu'on fasse des échanges avec d'autres femmes notamment celles des autres pays impliqués dans cette guerre, nous toutes en tant que donatrices de la vie et qui devons à tout prix maintenir la paix et donc la vie. Alors on saura d'où vient la guerre, quelles visions réciproques nous avons de cette guerre, qu'est-ce qu'on peut faire pour mettre fin à cette crise. De temps en temps il y en a qui tentent de définir cette crise, mais chacun a son interprétation, renforçant par là l'obscurité et le flou. C'est là l'intérêt de ces échanges et du dialogue entre femmes.

Question :

Par rapport à ces échanges, est-ce qu'il y a des stratégies concrètes que vous pouvez proposer ?

Réponse :

Pour les échanges par exemple, on peut échanger sur les actions menées de part et d'autre pour la promotion de la paix. Ce serait sous forme de séminaires par exemple pour connaître les causes car on ne peut pas arriver à des solutions sans connaître les causes réelles et effectives. A notre avis, la femme, une fois mieux avisée sur les causes, est bien indiquée pour un lobbying auprès des autorités des pays impliqués dans la guerre ici chez nous, y compris les autorités congolaises.

Nous devons donc nous battre pour renforcer la position de la femme dans les sociétés civiles respectives qui doivent elles-mêmes être renforcées.

En fait jusqu'aujourd'hui, ceux qui font ce lobbying auprès des autorités concernées sont des personnes étrangères. Mais on ne connaît pas leur objectif. Ces personnes étrangères peuvent dire qu'elles vont contacter les autorités burundaises, rwandaises ou ougandaises pour rechercher des solutions ; mais est-ce la réalité de leur mission ? Or cela pourrait se faire entre Africains, entre les gens concernés par la guerre; ce serait peut-être plus honnête.

Question :

Vous pensez donc que les forces de la société civile peuvent influencer les forces politiques ?

Réponse :

Oui. Il faut renforcer la logique civile pour sortir de la logique militaire. On peut parler de dialogue, mais il faudrait que ceux qui vont dialoguer puissent savoir en quoi consiste cette guerre. Est-ce que tout le monde a une même vision de cette crise ?

Question :

Tout cela est bien. Mais la femme d'ici est-elle suffisamment organisée et outillée pour ces échanges, pour cette conquête d'une capacité sociale plus élevée ? Que font les organisations féminines pour renforcer cette capacité ?

Réponse :

En cette matière, l'Uwaki a initié un projet que nous dénommons SYFEBEL (Synergie des femmes de Beni et Lubero) financé par une ONG canadienne (CECI) qui se propose de développer les capacités de leadership féminin. En analysant les problèmes des femmes, nous avons remarqué qu'elles n'étaient pas toujours bien organisées. Il y avait des divergences. Nous avons alors programmé des formations sur :

- la planification et la gestion des micro-projets
- le lobbying et la communication;
- les devoirs et les droits de la femme dans la perspective d'une éducation civique, politique et juridique consolidée;
- le gender et le développement.

Nous croyons qu'avec cela nous pourrions „capaciter“ des femmes en leadership, en lobbying et en prise en charge de leurs corporations. Nous choisissons des femmes qui manifestent déjà des capacités de leadership en dynamique de développement.

Une fois „capacitée“, la femme peut d'abord appliquer cela à son mari, ses amis, son fils, et par la suite aux autorités, etc.

Pour cette formation, nous avons associé, tout le monde y compris donc les autres associations féminines; car les autres groupes de femmes s'organisent aussi, comme par exemple les femmes commerçantes dans l'AMACO, les vendeuses des poissons dans la Codepol, etc.

Question :

Est-ce que les femmes commerçantes considérées donc comme „riches“ et de ce fait autonomes, s'impliquent activement dans la défense du gender féminin ?

Réponse :

Oui. Avant nous pensions qu'elles étaient indifférentes. Mais nous avons récemment eu la preuve qu'il n'en était pas ainsi, lorsque récemment l'armée ougandaise a menacé et arrêté quelques femmes leaders d'ONGD accusées d'avoir posé des questions trop osées. Les mamans commerçantes se sont mobilisées pour fermer le marché et exiger la libération des femmes des ONGD qui risquaient de disparaître comme certains hommes.

Question :

Quels sont vos espoirs dans l'avenir ?

Réponse :

En tant que chrétienne et agent de développement, je me dois de toujours espérer; je ne suis pas pessimiste. Je crois que Dieu va nous envoyer aussi un „Moïse“ pour nous conduire. Sinon devant cette anarchie politique que nous sommes en train de vivre, nous nous demandons qui peut nous aider pour nous en sortir surtout quand nous constatons que les grandes puissances et les organismes internationaux ne semblent pas tellement chauds pour la résolution de notre crise et la fin de la guerre : Je crois que ce sont des grandes puissances qui sont derrière cette guerre. J'ai aussi l'impression que cette guerre vise particulièrement les deux territoires de Beni et de Lubero et que le reste du Congo est relativement moins visé; que la crise est bien plus profonde ici qu'ailleurs, avec tout

ce qu'il y a comme imbroglio politique semé au niveau local. On se pose la question de savoir à qui s'adresser pour réclamer le retour de la paix.

Question :

Dieu aide ceux qui travaillent d'abord. Que faire alors ?

Réponse :

D'abord il faut analyser le contexte pour pouvoir dégager des pistes de solution. Nous ne comprenons pas bien les raisons qui ont déclenché la guerre. Il y en a qui disent qu'ils ont été exclus, mais nous ne voyons pas cela comme ça. Quant au gouvernement, nous étions déjà fatiguées de celui de Mobutu et il fallait qu'il s'en aille, nous étions encore en train d'observer celui de Kabila; ceux-là mêmes qui ont travaillé avec Mobutu (toutes tribus confondues), d'autres avec Kabila pour monter des dictatures nous disent aujourd'hui des histoires incompréhensibles pour nous alors qu'il sont à la base de notre misère.

C'est pourquoi il nous fait une bonne analyse des causes et de la situation en nous centrant sur les aspects économiques pour éviter des fausses solutions qui ne mettront pas fin à la guerre..

En plus il faut que la base soit bien impliquée dans la recherche des solutions. Il ne faut que ce soit toujours les mêmes qui nous disent qu'ils vont tantôt à Lusaka tantôt je ne sais où... Mais ce sont des gens qui ignorent la réalité de la base. Qu'ils aillent en Ouganda, au Rwanda ou au Congo, ils ne savent pas et ne vivent pas ce qui se passe.

Question :

...et le dialogue national ?

Réponse :

Dialogue national ! Mais nous n'avons pas de leaders dignes de ce nom qui pourront aller dialoguer, de leaders qui peuvent valablement représenter, parler au nom de la base et non ces gens qui se laissent entraîner par les pilliers de nos richesses ou ceux qui font la guerre pour leurs pays et non pour le bonheur du Congo.

Si ce doit être eux qui doivent aller au dialogue national, alors il faudra au préalable les éduquer pour les „capaciter“ afin

- qu'ils connaissent leur rôle et leurs devoirs de leader : un politicien doit être capable de défendre son pays et ses compatriotes, de défendre la souveraineté et l'intégrité de son pays, de savoir défendre le bien-être de sa population,
- qu'ils sachent qu'ils doivent défendre les droits humains et non tolérer que ses compatriotes soient déportés ou jetés dans des trous sous terre ici à l'aéroport alors qu'il y a des prisons, ou simplement tués comme des bêtes. Combien de gens n'ont pas perdu leurs vies faute de leader pouvant les défendre. Ici on a même tué un bourgmestre et aucun procès des assassins n'a été amorcé ! Il y a des vols, des pillages, des viols, . On enlève les gens. On voit même des militaires étrangers qui prennent le micro de la radio et qui commencent à donner des directives sur la vie civile et politique. Là où il y a des leaders dignes de ce nom, cela n'est pas possible. Nous n'avons pas de défense, nous sommes à la merci d'un pouvoir militaire.

Pour l'avenir, il faudra développer des mécanismes d'identification des leaders, il faudra renforcer dès l'école primaire l'éducation civique et politique, surtout l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme.

Question :

Quelles sont vos peurs pour l'avenir ?

Réponse :

En tant qu'épouse je m'inquiète concernant les tueries des hommes. Leur nombre diminue dangereusement.

En tant que mère, je me demande quel sera l'avenir des enfants qu'on recrute dans l'armée ou les milices; il faudrait fixer et respecter un âge à partir duquel on peut recruter. Et quel sera l'avenir de ces milliers d'enfants malnourris à cause des guerres, des déplacements des populations !

En tant qu'éducatrice : je m'inquiète beaucoup de l'implantation ici chez nous d'une culture de la tuerie importée d'ailleurs. Dans notre tradition, quand on apprenait que quelqu'un a tué une personne, on savait que ce ne pouvait être qu'un détraqué mental. Mais aujourd'hui cela semble banalisé jusque dans les jeux des enfants. Saurons-nous rééduquer ces enfants ?

Je m'inquiète aussi de l'avenir économique d'un pays pillé : nos minerais sont pillés, nos forêts sont pillées et même détruites, nos banques sont pillées, même les personnes sont pillées ! J'ai peur aussi d'un avenir politique chaotique.